G. MARZAN
AVOCATS
CASABLANCA

EMPIRE CHÉRIFIEN

Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an...	1.100 fr.	2.200 fr.
	6 mois...	700 »	1.400 »
France et Colonies	Un an...	1.350 »	2.700 »
	6 mois...	900 »	1.800 »
Étranger	Un an...	2.300 »	4.000 »
	6 mois...	1.350 »	2.400 »

Changement d'adresse : 25 francs, indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Seule l'édition partielle est vendue séparément

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle, avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous paiements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

Avis. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif. Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

Edition partielle 35 fr.
 Edition complète 55 fr.

Années antérieures :
 Prix ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires } La ligne de 27 lettres : **90 francs**
 (Arrêté résidentiel du 31 janvier 1952.)

Pour la publicité-réclame commerciale et industrielle, s'adresser à l'Agence Havas Marocaine, 129, rue de l'Aviation-Française, Casablanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Écritures comptables. — Apurement des petits reliquats.
 Dahir du 21 mars 1952 (24 jourmada II 1371) portant modification du dahir du 26 octobre 1947 (11 hija 1366) tendant à l'apurement des petits reliquats constatés dans les écritures des comptables 581

Régime des eaux.
 Dahir du 24 mars 1952 (27 jourmada II 1371) modifiant et complétant le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux 581

Arrêté viziriel du 24 mars 1952 (27 jourmada II 1371) modifiant l'arrêté viziriel du 30 janvier 1926 (15 rejab 1344) relatif aux redevances à verser au Trésor par les attributaires de prises d'eau 581

Aide aux familles françaises.
 Arrêté résidentiel du 8 avril 1952 modifiant l'arrêté résidentiel du 30 octobre 1942 réglementant l'aide aux familles françaises 582

Publications licencieuses.
 Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 8 avril 1952 interdisant l'exposition et la diffusion sur les voies publiques et dans tous les lieux ouverts au public de publications contraires à la moralité publique. 582

Installations électriques dans les immeubles.
 Arrêté du directeur des travaux publics du 31 mars 1952 modifiant l'arrêté du 7 juin 1939 portant règlement sur les installations électriques dans les immeubles et leurs dépendances 582

Chasse. — Destruction des animaux nuisibles au gibier.
 Arrêté de l'inspecteur général, chef de la division des eaux et forêts, du 24 mars 1952 modifiant l'arrêté de l'inspecteur général, chef de la division des eaux et forêts, du 22 février 1951 fixant les conditions d'attribution, sur le fonds de la chasse, de primes pour la destruction des animaux nuisibles au gibier 583

TEXTES PARTICULIERS

Marrakech, Oujda. — Budgets (1952).
 Dahir du 25 mars 1952 (28 jourmada II 1371) portant approbation du budget spécial de la région de Marrakech pour l'exercice 1952 583

Dahir du 25 mars 1952 (28 jourmada II 1371) portant approbation du budget spécial de la région d'Oujda pour l'exercice 1952 584

Oujda. — Création de la caisse régionale marocaine d'épargne et de crédit.
 Arrêté viziriel du 31 mars 1952 (5 rejab 1371) portant création de la caisse régionale marocaine d'épargne et de crédit d'Oujda 585

Région de Casablanca. — Réorganisation territoriale et administrative.
 Arrêté résidentiel du 8 avril 1952 modifiant l'arrêté résidentiel du 12 décembre 1948 portant réorganisation territoriale et administrative de la région de Casablanca .. 585

Société française de bienfaisance de Rabat-Salé. — Désignation du comité.
 Arrêté résidentiel du 8 avril 1952 portant désignation, pour l'année 1952, des membres du comité directeur de la Société française de bienfaisance de Rabat-Salé 585

M. M.
G. L.

Rabat—Salé. — Constitution de la Société coopérative des patrons tanneurs.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 1^{er} avril 1952 autorisant la constitution de la Société coopérative des patrons tanneurs de Rabat—Salé 586

Fedala. — Acquisition de terrain.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 8 avril 1952 autorisant l'acquisition par la ville de Fedala d'une parcelle de terrain appartenant à des particuliers 586

Agadir. — Vente du poisson.

Arrêté du directeur des travaux publics du 29 décembre 1951 fixant les taxes de criée à percevoir sur le poisson mis en vente à la halle aux poissons d'Agadir 586

Hydraulique.

Arrêté du directeur des travaux publics du 3 avril 1952 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de la Société des olivettes marocaines, représentée par M. Avelot, aux Aït-Ouirir 587

Arrêté du directeur des travaux publics du 7 avril 1952 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans un puits, au profit de M. l'ingénieur en chef du génie rural (pour la ferme expérimentale d'Oujda) 587

Routes n°s 501, 106 et 311. — Interdiction temporaire de circulation.

Arrêté du directeur des travaux publics du 7 avril 1952 interdisant temporairement et exceptionnellement la circulation sur la section « Asni—Sidi-Abdallah-ou-Moussa » de la route n° 501, de Marrakech à Taroudannt, par les Goundouja, sur la route n° 106, de Casablanca à Khemisset, par Boulhaut et Marchand, entre les P.K. 94+000 et 106+000, et sur la route n° 311, de Taza à Sidi-Abdallah, par Bab-Bou-Idir, à l'occasion du « Tour cycliste du Maroc » 587

Sociétés hippiques. — Recherche de dopage sur les chevaux de courses.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 10^{er} avril 1952 habilitant le laboratoire officiel de chimie de Casablanca et le laboratoire de toxicologie et de chimie-physique de l'Institut d'hygiène de Rabat à effectuer les analyses de recherches de dopage sur les chevaux de courses 587

Permis miniers.

Décisions du chef du service des mines du 9 avril 1952 portant rejet des demandes de renouvellement des permis de recherche n°s 7682 et 8281 587

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

Justice française.

Arrêté du premier président de la cour d'appel du 4 avril 1952 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de sténodactylographes et dactylographes des secrétariats-greffes des juridictions françaises 587

Direction de l'intérieur.

Arrêté viziriel du 29 mars 1952 (3 rejeb 1371) modifiant l'arrêté viziriel du 18 juin 1946 (18 rejeb 1365) portant fixation des taux d'indemnités diverses à allouer au personnel du cadre des régies municipales 588

Direction des finances.

Arrêté du directeur des finances du 1^{er} avril 1952 portant ouverture du concours d'admission pour l'emploi de secrétaire d'administration stagiaire à l'administration centrale de la direction des finances 589

Direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.

Arrêté viziriel du 29 mars 1952 (3 rejeb 1371) modifiant l'arrêté viziriel du 25 juin 1946 (25 rejeb 1365) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts 589

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 8 avril 1952 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un commis de la marine marchande et des pêches maritimes au Maroc 589

Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 2 avril 1952 portant ouverture d'un examen pour l'accès à l'emploi d'agent d'exploitation, réservé aux bénéficiaires du dahir du 5 avril 1945 590

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois 590

Nominations et promotions 590

Honorariat 594

Admission à la retraite 594

Concession de pensions, allocations et rentes viagères 594

Élections 594

Résultats de concours et d'examens 595

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 595

Avis aux contribuables européens ou assimilés relatif aux déclarations à souscrire en vue de l'établissement des rôles du tertib et de la taxe des prestations en 1952 596

Avis de concours pour le recrutement d'un commis de la marine marchande et des pêches maritimes au Maroc. 596

Médaille d'honneur du travail des employés, ouvriers et assimilés du commerce et de l'industrie 596

Avis aux importateurs et aux exportateurs 600

Accord commercial franco-portugais du 18 février 1952 601

Avis n° 538 de l'Office marocain des changes relatif à l'utilisation des devises mises à la disposition des voyageurs .. 601

Importations de certaines marchandises en provenance de l'U.E.P. 601

Nouvelles restrictions britanniques aux importations 602

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir du 21 mars 1952 (24 joumada II 1371) portant modification du dahir du 26 octobre 1947 (11 hija 1366) tendant à l'apurement des petits reliquats constatés dans les écritures des comptables.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 26 octobre 1947 (11 hija 1366) tendant à l'apurement des petits reliquats constatés dans les écritures des comptables,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les limites de 5.000 francs et de 100 francs édictées par les articles premier et 2 du dahir susvisé du 26 octobre 1947 (11 hija 1366) sont portées respectivement à 20.000 francs et 500 francs.

Fait à Rabat, le 24 joumada II 1371 (21 mars 1952).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 avril 1952.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Dahir du 24 mars 1952 (27 joumada II 1371) modifiant et complétant le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux et les dahirs qui l'ont modifié ou complété,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 13 bis du dahir susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) est complété ainsi qu'il suit :

« Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même le fonds, le recouvrement des redevances peut être poursuivi, tant auprès du propriétaire du fonds que de l'exploitant, qui sont conjointement et solidairement responsables du paiement de celles-ci. »

ART. 2. — Le dahir susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) est complété par les dispositions suivantes :

« Article 13 ter. — Dans les périmètres d'irrigation aménagés et équipés par l'État, tout propriétaire d'un fonds susceptible d'être desservi par le réseau d'irrigation, sera astreint au paiement, aux tarifs en vigueur, d'un minimum de redevance, quelle que soit la quantité d'eau d'irrigation consommée sur ce fonds.

« Ce minimum de redevance sera déterminé, pour chaque périmètre, d'après un minimum de consommation fictif par hectare irrigable, dans les conditions fixées par arrêté conjoint du directeur des travaux publics et du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts, pris après avis du conseil de l'hydraulique et des améliorations agricoles. »

« Article 13 quater. — Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux superficies qui, au jour où elles sont susceptibles d'être desservies par le réseau d'irrigation, sont, dans des conditions régulières au regard de la réglementation en

« vigueur sur le régime des eaux, irrigables par le moyen d'installations de pompage ou de tous autres aménagements effectués autrement que par les soins de l'État. »

« Article 13 quinquies. — Les contestations relatives à la qualification de terre irrigable ainsi qu'à l'application des dispositions de l'article 13 quater ci-dessus, sont soumises à une commission administrative composée comme suit :

« Le caïd, assisté du représentant local de l'autorité de contrôle, président;

« L'ingénieur des travaux publics, L'ingénieur du génie rural, L'inspecteur d'agriculture } dans le ressort administratif desquels le périmètre d'irrigation se trouve placé.

« L'intéressé sera entendu par cette commission devant laquelle il aura la faculté de se faire assister d'un représentant de la chambre d'agriculture à laquelle il appartient.

« Appel de la décision de cette commission peut être formé par l'intéressé dans un délai de deux mois, auprès du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts, qui statue, après avis du comité restreint de l'hydraulique et des améliorations agricoles.

« Les décisions de la commission ne sont exécutoires qu'après l'expiration d'un délai de deux mois au cours duquel le directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts peut évoquer l'affaire et, éventuellement, réformer la décision prise, après avis du comité restreint de l'hydraulique et des améliorations agricoles. »

« Article 13 sexies. — Le recouvrement du minimum de redevance sera poursuivi dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui-même le fonds, dans les conditions fixées à l'article 13 bis ci-dessus. »

ART. 3. — L'article 20 du dahir susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) est complété ainsi qu'il suit :

« En cas de constatation dans les périmètres d'irrigation aménagés et équipés par l'État d'un prélèvement d'eau non autorisé (débit supérieur au débit souscrit; irrigation non autorisée ou en dehors des heures fixées, etc.) et sans préjudice des pénalités encourues pour infraction à la police des eaux prévues par le présent titre ou par application du dahir du 17 décembre 1926 (11 joumada II 1345) relatif à la répression des vols d'eau, le contrevenant pourra être astreint à payer, à titre de redevance supplémentaire, une somme égale, au maximum, au double de celle correspondant à la tarification normale des mètres cubes d'eau indûment prélevés, le nombre de ceux-ci étant forfaitairement calculé en supposant que le débit prélevé en contravention l'a été continuellement durant les dix derniers jours qui ont précédé la constatation de l'infraction.

« En cas de récidive, le contrevenant encourra une pénalité de même nature, le tarif appliqué étant porté du double au triple du tarif normal.

« En cas de récidive nouvelle, le contrevenant pourra être privé d'eau jusqu'à la fin de la campagne d'irrigation en cours. Dans ce cas, il restera néanmoins assujéti au paiement du minimum de redevance prévu à l'article 13 ter ci-dessus. »

Fait à Rabat, le 27 joumada II 1371 (24 mars 1952).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 avril 1952.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Arrêté viziriel du 24 mars 1952 (27 joumada II 1371) modifiant l'arrêté viziriel du 30 janvier 1926 (15 rejeb 1344) relatif aux redevances à verser au Trésor par les attributaires de prises d'eau.

LE GRAND VIZIR.

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332), modifié par le dahir du 8 novembre 1919 (14 safar 1338), sur le domaine public;

Vu le dahir du 30 novembre 1918 (24 safar 1337) sur les occupations temporaires du domaine public ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 janvier 1926 (15 rejeb 1344) relatif aux redevances à verser au Trésor par les attributaires de prises d'eau et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles premier et 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 30 janvier 1926 (15 rejeb 1344) sont abrogés et remplacés par les suivants :

« Article premier. — Tous droits acquis étant respectés, les « redevances à payer, le cas échéant, pour l'usage de l'eau, seront « déterminées comme suit. »

« Article 2. — Lorsque les eaux serviront à l'irrigation et seront « dérivées au fil de l'eau, la redevance sera composée de deux parts :

« a) Une part proportionnelle au débit moyen annuel que four-
« nira la prise, fixée à 1.000 francs par litre-seconde et par an, qui
« commencera à être perçue à partir de la sixième année après
« l'exécution des travaux de la prise.

« Toutefois, cette part ne sera pas perçue quand les eaux seront
« utilisées en vertu de droits acquis reconnus dans les formes prévues
« par le dahir susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le
« régime des eaux ;

« b) Une part constituant une participation de l'attributaire aux
« frais des travaux exécutés par l'État, en vue de l'adduction des
« eaux, de leur distribution, et, le cas échéant, de leur mise en
« réserve par des ouvrages de retenue à destination essentiellement
« agricole, ainsi qu'aux frais d'exploitation et d'entretien de ces
« ouvrages exposés par l'État.

« Cette part sera fixée, ainsi que ses modalités de paiement, par
« arrêté du directeur des travaux publics, pris après avis du conseil
« de l'hydraulique et des améliorations agricoles. »

Fait à Rabat, le 27 jourmada II 1371 (24 mars 1952).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 avril 1952.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Arrêté résidentiel du 8 avril 1952
modifiant l'arrêté résidentiel du 30 octobre 1942
réglementant l'aide aux familles françaises.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 mars 1941 instituant l'Office de la famille française et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 30 octobre 1942 réglementant l'aide aux familles françaises et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'avis du comité permanent de l'Office de la famille française du 22 novembre 1951,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 22 de l'arrêté résidentiel susvisé du 30 octobre 1942 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 22. — Pour toute naissance d'enfant légitime possédant
« la qualité de citoyen français, l'Office de la famille française alloue
« une prime dite « allocation de maternité » aux chefs de famille
« domiciliés dans la zone française de l'Empire chérifien ou dans
« la zone de Tanger au sens de l'article 3 ci-dessus.

« Sont exclues du bénéfice de cette allocation les familles ayant
« droit à une prime de même nature de la part d'un service public
« métropolitain ou chérifien.

« Est autorisé le cumul intégral de l'allocation de maternité
« prévue par le présent titre avec une prime ou allocation de même
« nature versée par une société de secours mutuels et avec les
« remises de dettes accordées aux attributaires de prêt au mariage
« à l'occasion de la naissance de leurs enfants. »

ART. 2. — Le présent arrêté aura effet du 1^{er} février 1952.

Rabat, le 8 avril 1952.

GUILLAUME.

Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 8 avril 1952
interdisant l'exposition et la diffusion sur les voies publiques et
dans tous les lieux ouverts au public de publications contraires
à la moralité publique.

LE DIRECTEUR DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 août 1948 complétant en vue de la protection de la moralité publique le dahir du 5 décembre 1939 ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 septembre 1948 relatif à l'application du dahir précité,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite l'exposition sur les voies publiques et dans tous les lieux ouverts au public, ainsi que la diffusion par quelque moyen que ce soit sur les voies publiques, des publications ci-dessous désignées :

Paris Gal ;

Exciting.

ART. 2. — Les commissaires, chefs de sûretés régionales, et les officiers de police judiciaire placés sous leurs ordres sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 8 avril 1952.

JEAN DUTHEIL.

Arrêté du directeur des travaux publics du 31 mars 1952 modifiant
l'arrêté du 7 juin 1939 portant règlement sur les installations élec-
triques dans les immeubles et leurs dépendances.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 23 février 1939 relatif aux installations électriques à l'intérieur des immeubles ;

Vu l'arrêté du 7 juin 1939 portant règlement sur les installations électriques dans les immeubles et leurs dépendances ;

Vu l'avis de la commission spéciale instituée par l'arrêté viziriel du 23 février 1939,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 10 de l'arrêté susvisé du 7 juin 1939 est abrogé et remplacé par le suivant :

« Article 10. — Les chiffres prévus à l'article 9 ci-avant et au
« tableau de l'annexe n° 2 pourront ne pas être appliqués lorsqu'il
« s'agira :

« 1° De logements sommaires construits entièrement en béton,
« maçonnerie ou matériaux ininflammables ;

« 2° De locaux d'habitation, à la condition que la surface bâtie
« soit, au plus, égale à 80 mètres carrés par logement et que le
« nombre des points lumineux et des prises de courant soit, au plus,
« égal à deux unités dans chaque pièce d'habitation, la cuisine étant

« comptée pour une pièce d'habitation. Toutefois, il sera toléré un « point lumineux supplémentaire pour l'éclairage du W.-C., du « couloir et de la salle de bains.

« Dans ces deux cas, le calcul des branchements intérieurs et des « dérivations pourra être basé sur les puissances minima ci-dessous :

« a) Compteur monophasé 5 ampères, 110 volts :

« Puissance : 6,5 hW. ;

« b) Compteur monophasé 10 ampères, 110 volts :

« Puissance : 17 hW. ;

« 3° Les réductions suivantes, sur les chiffres prévus à l'arti-
« cle 9 et au tableau de l'annexe n° 2, pourront également être
« admises lorsqu'il s'agira de desservir des locaux à affectation
« spéciale, tels que magasins, entrepôts, bureaux, bâtiments publics,
« hôtels, etc., à la condition que les projets d'installation et les
« détails de construction soient soumis, au préalable, au secteur de
« distribution. En cas de désaccord entre l'abonné et le distributeur,
« le service de contrôle arbitrera sans appel.

SURFACE DU LOCAL en mètres carrés	PUISSANCE MINIMUM à déclarer en hW.	NOMBRE et section des conducteurs
0 à 40	10	2 × 5,5
41 à 80	30	4 × 5,5
81 à 120	50	4 × 10,8
121 à 220	75	4 × 14
221 à 320	100	4 × 17

ART. 2. — Le premier alinéa de l'article 39 est modifié comme suit :

« L'emploi de la moulure est accepté dans tous les locaux où
« cet emploi n'entraîne pas de danger. En cas de désaccord avec le
« distributeur, le service de contrôle sera compétent pour définir
« les locaux où l'emploi de la moulure peut être autorisé. Les mou-
« lures seront en bois sec ou en matière isolante. »

Rabat, le 31 mars 1952.

GIRARD.

**Arrêté de l'inspecteur général, chef de la division des eaux et forêts,
du 24 mars 1952 modifiant l'arrêté de l'inspecteur général, chef de
la division des eaux et forêts, du 22 février 1951 fixant les condi-
tions d'attribution, sur le fonds de la chasse, de primes pour la
destruction des animaux nuisibles au gibier.**

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL, CHEF DE LA DIVISION DES
EAUX ET FORÊTS,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 2 juin 1950 créant un conseil supérieur de la
chasse et un fonds de la chasse ;

Vu l'arrêté de l'inspecteur général, chef de la division des eaux
et forêts, du 22 février 1951 fixant les conditions d'attribution, sur
le fonds de la chasse, de primes pour la destruction des animaux
nuisibles au gibier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté susvisé du 22 février
1951 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Les espèces dont la destruction donne droit à la
« prime et les taux de cette dernière, par bête détruite, sont fixés
« ainsi qu'il suit :

« 1° Mammifères :

« a) Renard, chacal, hyène, loutre, genette	200 francs
« b) Belette	100 —
« c) Chats sauvages	60 —
« d) Hérisson	15 —
« e) Rats (surmulots)	6 —

« 2° Oiseaux :

« a) Rapaces : autour, faucon (sauf la crécerelle « et la crécerellette), buse, busard, milan et « épervier	100 francs
---	------------

« b) Becs droits :

« Corneille et corbeaux	80 —
« Pic et geai	40 —

« c) Oeufs... » (La fin sans modification.)

ART. 2. — L'article 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Article 3. —
« Toutefois, pour les pics, la présentation de l'animal entier est
« exigée et celui-ci est conservé par l'administration. »

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet
à compter du 25 avril 1952.

Rabat, le 24 mars 1952.

GRIMALDI.

TEXTES PARTICULIERS

**Dahir du 25 mars 1952 (28 Jomada II 1371)
portant approbation du budget spécial de la région de Marrakech
pour l'exercice 1952.**

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en
fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 novembre 1938 (19 ramadan 1357) portant
organisation du budget spécial de la région de Marrakech (zone
civile) ;

Sur la proposition du chef de la région de Marrakech, après
avis du directeur des finances,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le budget spécial de la région susvisée est
fixé, pour l'exercice 1952, conformément au tableau annexé ci-après.

ART. 2. — Le directeur des finances et le chef de la région de
Marrakech sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécu-
tion du présent dahir.

Fait à Rabat, le 28 Jomada II 1371 (25 mars 1952).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 avril 1952.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Budget spécial de la région de Marrakech (zone civile).

Exercice 1952.

A. — RECETTES.

CHAPITRE PREMIER. — Recettes ordinaires.

Art. 1 ^{er} . — Produit de l'impôt des prestations	188.862.480
10. — Participation de l'État à l'entretien et à l'amélioration des chemins du réseau tertiaire	55.500.000
11. — Versement du budget général (3 ^e partie, art. 32) pour paiement des traitements, majoration marocaine, salaires, indemnités permanentes et occasionnelles aux agents chargés des travaux dans les centres non constitués en municipalités	2.754.242

TOTAL des recettes 247.116.722

B. — DÉPENSES.

CHAPITRE PREMIER. — Dépenses ordinaires.

Section I. — Dépenses de personnel.

Art. 1 ^{er} . — Traitement, salaire et indemnités permanentes du personnel titulaire et auxiliaire	9.234.208
3. — Dépenses occasionnelles	750.000

Section II. — Dépenses de matériel.

Art. 7. — Fournitures de bureau, imprimés, insertions	750.000
9. — Achat et entretien du matériel de bureau, machines à écrire	700.000
11. — Véhicules industriels	13.950.000
12. — Travaux d'études	100.000
13. — Assurances	1.600.000
14. — Achat, renouvellement et entretien du matériel et des animaux	10.000.000

Section III. — Travaux d'entretien.

Art. 17. — Travaux d'entretien	125.000.000
--------------------------------------	-------------

Section IV. — Travaux neufs.

Art. 23. — Travaux neufs	20.500.000
--------------------------------	------------

Section V. — Dépenses imprévues.

Art. 29. — Dépenses imprévues	4.000.000
31. — Participation de l'État à l'entretien et à l'amélioration des chemins du réseau tertiaire	55.500.000
32. — Traitements, majoration marocaine, salaires, indemnités permanentes et occasionnelles des agents chargés des travaux dans les centres non constitués en municipalités	2.754.242

TOTAL des dépenses 244.838.450

RÉCAPITULATION.

Total des recettes	247.116.722
Total des dépenses	244.838.450
Excédent de recettes	2.278.272

Dahir du 25 mars 1952 (28 jourmada II 1371)
portant approbation du budget spécial de la région d'Oujda
pour l'exercice 1952.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 23 décembre 1933 (4 ramadan 1353) portant organisation du budget spécial de la région d'Oujda;

Sur la proposition du chef de la région d'Oujda, après avis du directeur des finances,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le budget spécial de la région d'Oujda est fixé, pour l'exercice 1952, conformément au tableau annexé ci-après.

ART. 2. — Le directeur des finances et le chef de la région d'Oujda sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 28 jourmada II 1371 (25 mars 1952).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 avril 1952.

Le Commissaire résident général,
GUILLAUME.*
*
*

Budget spécial de la région d'Oujda.

Exercice 1952.

A. — RECETTES.

CHAPITRE PREMIER. — Recettes ordinaires.

Art. 1 ^{er} . — Produit de l'impôt des prestations ...	34.277.040
10. — Participation de l'État à l'entretien et à l'amélioration des chemins du réseau tertiaire	60.300.000
11. — Versement du budget général (3 ^e partie, art. 32) pour paiement des traitements, majoration marocaine, salaires, indemnités permanentes et occasionnelles des agents chargés des travaux dans les centres non constitués en municipalités	1.633.595

TOTAL des recettes 96.210.635

B. — DÉPENSES.

CHAPITRE PREMIER. — Dépenses ordinaires.

Section I. — Dépenses de personnel.

Art. 1 ^{er} . — Traitement, salaire et indemnités permanentes du personnel titulaire et auxiliaire	1.323.000
3. — Dépenses occasionnelles	65.000

Section II. — Dépenses de matériel.

Art. 7. — Fournitures de bureau, imprimés, insertions	310.000
9. — Achat et entretien du matériel de bureau, machines à écrire	100.000

Art. 13. — Assurances	210.000
14. — Achat, renouvellement et entretien du matériel et des animaux	3.688.500
Section III. — Travaux d'entretien.	
Art. 17. — Travaux d'entretien	22.958.534
18. — Travaux d'amélioration et d'entretien du réseau tertiaire à réaliser avec la participation de l'Etat	60.300.000
Section IV. — Travaux neufs.	
Art. 23. — Travaux neufs	3.885.000
Section V. — Dépenses imprévues.	
Art. 29. — Dépenses imprévues	1.713.852
30. — Remise de somme indûment perçues ..	20.000
34. — Traitement, majoration marocaine, salaires, indemnités permanentes et occasionnelles des agents chargés des travaux dans les centres non constitués en municipalités	1.633.595
TOTAL des dépenses	96.207.481
RÉCAPITULATION.	
Recettes	96.210.635
Dépenses	96.207.481
Excédent de recettes	3.154

Arrêté viziriel du 31 mars 1952 (6 rejeb 1371)

portant création de la caisse régionale marocaine d'épargne et de crédit d'Oujda.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) portant création des caisses régionales d'épargne et de crédit indigènes et de la caisse centrale de crédit et de prévoyance indigènes, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) déterminant les conditions d'application du dahir susvisé du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356), tel qu'il a été modifié et complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans la région d'Oujda une caisse régionale marocaine d'épargne et de crédit, dont le siège social est à Oujda.

ART. 2. — Les limites territoriales de cette caisse sont celles de la région d'Oujda.

ART. 3. — Le directeur des finances, le directeur de l'intérieur et le directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 5 rejeb 1371 (31 mars 1952).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 avril 1952.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté résidentiel du 8 avril 1952 modifiant l'arrêté résidentiel du 12 décembre 1948 portant réorganisation territoriale et administrative de la région de Casablanca.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 12 décembre 1948 portant réorganisation territoriale et administrative de la région de Casablanca et les textes qui l'ont modifié ou complété,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 de l'arrêté résidentiel susvisé du 12 décembre 1948 est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} mars 1952 :

« Article 2. — Le territoire de Mazagan comprend :

« a) Le bureau du territoire à Mazagan, centralisant les affaires « politiques et administratives du territoire et contrôlant les tribus « Oulad Bouâziz-nord, Oulad Bouâziz-centre et Oulad Bouâziz-sud.

« A ce bureau de territoire est rattaché le poste de contrôle « civil du Had-des-Oulad-Frej, contrôlant les tribus Oulad Frej Abdel-« rheni et Oulad Frej Chiheb. »

(La suite sans modification.)

Rabat, le 8 avril 1952.

GUILLAUME.

Arrêté résidentiel du 8 avril 1952 portant désignation, pour l'année 1952, des membres du comité directeur de la Société française de bienfaisance de Rabat—Salé.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 mai 1914 sur les associations ;

Vu la décision en date du 18 mars 1918 autorisant l'association dénommée « Société française de bienfaisance de Rabat—Salé » ;

Vu le dahir du 30 mars 1918 reconnaissant d'utilité publique ladite association ;

Vu l'article 9 des statuts de l'association dite « Société française de bienfaisance de Rabat—Salé » ;

Vu l'avis de l'assemblée générale de la Société française de bienfaisance de Rabat—Salé, formulé dans sa réunion du 4 mars 1952 ;

Vu la lettre de M. le président de la Société française de bienfaisance de Rabat—Salé, en date du 11 mars 1952,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres du comité directeur de la Société française de bienfaisance de Rabat—Salé, pour l'année 1952 :

Président d'honneur : M. Gaston Bernaudat ;

Président : M^e Jean Homberger ;

Vice-présidente : M^{me} de Blesson ;

Vice-présidente : M^{me} Berthe Mallet ;

Vice-président : M. Gabriel Communaux ;

Vice-président : M. Alfred Felzinger ;

Secrétaire général : M. Georges Asensio ;

Trésorier général : M. Alfred Basset ;

Trésorier et secrétaire adjoint : M. René Deblangey.

Rabat, le 8 avril 1952

GUILLAUME.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 1^{er} avril 1952 autorisant la constitution de la Société coopérative des patrons tanneurs de Rabat—Salé.

LE PRÉFET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 8 juin 1938 autorisant la constitution des coopératives artisanales indigènes et organisant le crédit de ces coopératives, complété par les dahirs des 19 mai 1939 et 24 avril 1950 ;

Vu le projet de statut de la Société coopérative des patrons tanneurs de Rabat—Salé ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est autorisée la constitution de la Société coopérative des patrons tanneurs de Rabat—Salé, dont le siège est à Rabat.

Rabat, le 1^{er} avril 1952.

GEORGES HUTIN.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 8 avril 1952 autorisant l'acquisition par la ville de Fedala d'une parcelle de terrain appartenant à des particuliers.

LE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 12 mai 1937 modifiant et complétant le dahir du 19 octobre 1921, tel qu'il a été modifié par le dahir du 22 mars 1948 ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 11 juillet 1948 approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications au plan et règlement d'aménagement de la ville de Fedala ;

Vu les dahirs des 13 janvier et 7 août 1951 approuvant et déclarant d'utilité publique le plan du quartier du Golf et du quartier Industriel-sud de Fedala ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte de Fedala au cours de sa séance du 16 novembre 1951,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition par la ville de Fedala d'une parcelle de terrain d'une superficie de cinquante et un mille neuf cent soixante mètres carrés (51.960 mq.) environ, titre foncier n° 7703 C., dit « Terre du Buisson », sise à Fedala (quartiers du Golf et Industriel-sud) et appartenant en indivision par moitié à M^{me} Mendès, née Miquelard Geneviève, et à la Société civile de l'Oued-Mellah, telle que ladite parcelle est indiquée par un liséré rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Cette acquisition sera réalisée au prix de trente francs (30 fr.) le mètre carré pour la partie située au nord de l'axe du boulevard Balnéaire, et à soixante francs (60 fr.) le mètre carré pour la partie sud, soit pour la somme globale d'un million six cent dix-neuf mille deux cent cinquante francs (1.619.250 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Fedala sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 8 avril 1952.

VALLAT.

Arrêté du directeur des travaux publics du 29 décembre 1951 fixant les taxes de criée à percevoir sur le poisson mis en vente à la halle aux poissons d'Agadir.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le dahir du 7 mars 1916 sur la police des ports maritimes ;

Vu le dahir du 4 janvier 1949 instituant une taxe de péage sur le poisson débarqué ou introduit dans les limites du port d'Agadir, modifié par les dahirs des 5 août 1950 et 15 janvier 1951 ;

Vu la convention relative à la gérance de la halle aux poissons d'Agadir ;

Vu le cahier des charges annexé à cette convention et notamment les articles premier et 5 ;

La chambre mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie d'Agadir consultée ;

Sur la proposition de l'inspecteur général, chef de la circonscription du Sud ;

Vu l'avis du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts ;

Vu l'avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué une taxe de criée, à la charge du vendeur, sur le poisson mis en vente à la halle aux poissons d'Agadir.

Cette taxe est fixée à 3 % du prix du poisson résultant de la vente publique.

La taxe est réduite à 1 % pour le poisson destiné à être traité en usine.

Dans ce dernier cas, le prix servant de base pour l'application de la taxe est également celui résultant de la vente publique ; toutefois, en ce qui concerne les sardines, le prix de base est égal au prix conventionnel pratiqué par les organisations professionnelles et homologué par l'administration compétente.

Les usiniers devront, aux fins de contrôle, fournir à la direction de la halle un relevé hebdomadaire détaillé établi par le vendeur et indiquant le nombre de caisses ou pièces, le poids, le prix unitaire et la valeur de chaque livraison.

ART. 2. — Est interdite, dans l'étendue du port d'Agadir, toute opération ayant pour objet la vente et la livraison sur place du poisson par un armateur ou un pêcheur à un mareyeur, à un commerçant ou à un consommateur, à moins que les parties n'obtiennent au préalable l'autorisation de l'administration et n'acquittent la taxe de criée ainsi que la taxe de péage au débarquement.

Dans ce cas, à défaut de contrat, la base de perception sera le prix maximum du poisson de même sorte passé en vente publique au cours de la même journée ou, à défaut, celui obtenu au cours de la dernière vente publique.

Lorsque la vente fera l'objet d'un contrat dont copie aura préalablement été déposée au bureau de la halle, la perception de la taxe sera basée sur le prix porté au contrat.

Toutefois, le directeur de la halle pourra refuser les autorisations de vente sur contrat s'il estime que le prix porté au contrat est au-dessous des cours pratiqués.

Toute opération de vente faite en dehors de la criée et sans autorisation préalable donnera lieu à la perception, à la charge du vendeur, d'une taxe triple de celle prévue à l'article premier ci-dessus, sans préjudice des mesures d'exclusion qui pourront être prononcées par le directeur du port.

ART. 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1952. Toutefois, les taxes perçues provisoirement jusqu'à cette date par la société gérante de la halle, resteront acquises au Trésor.

Rabat, le 29 décembre 1951.

Pour le directeur des travaux publics,

L'ingénieur en chef
de la circonscription du Nord,

MATHIS.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 3 avril 1952 une enquête publique est ouverte du 21 au 28 avril 1952, dans la circonscription de contrôle civil des Aït-Ouirir, aux Aït-Ouirir, sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de la Société des olivettes marocaines, représentée par M. Avelot, aux Aït-Ouirir.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil des Aït-Ouirir.

* *

Par arrêté du directeur des travaux publics du 7 avril 1952 une enquête publique est ouverte du 21 au 30 avril 1952, dans le cercle de contrôle civil d'Oujda, à Oujda, sur le projet de prise d'eau par pompage dans un puits, au profit de M. l'ingénieur en chef du génie rural (pour la ferme expérimentale d'Oujda).

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de contrôle civil d'Oujda, à Oujda.

Interdiction temporaire et exceptionnelle de la circulation sur les routes nos 501, 106 et 311, à l'occasion du « Tour cycliste du Maroc ».

Par arrêté du directeur des travaux publics du 7 avril 1952 la circulation est interdite aux cycles et véhicules autres que ceux participant à la course dite « Tour cycliste du Maroc » ainsi qu'aux troupes, cavaliers et caravanes, dans les deux sens :

1° Sur la route n° 106, de Casablanca à Khemissèt, par Boulhaut et Marchand, entre les P.K. 94+000 et 106+000 (Khorifla), le mardi 15 avril 1952, de 8 heures à 12 heures ;

2° Sur la route n° 311, de Taza à Sidi-Abdallah, par Bab-Bou-Idir, le mardi 22 avril 1952, de 8 heures à 13 heures ;

3° Sur la section Asni-Sidi-Abdallah-ou-Moussa (P.K. 132 de la route n° 32) de la route n° 501, de Marrakech à Taroudannt, par les Goundafa, le dimanche 27 avril 1952, de 0 heure à 17 heures.

Les véhicules autorisés à précéder ou à suivre la course, sur les routes faisant l'objet de la présente réglementation, devront être munis, par les soins des organisateurs, d'un placard portant la mention « Tour cycliste du Maroc 1952 ».

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 10 avril 1952 habilitant le laboratoire officiel de chimie de Casablanca et le laboratoire de toxicologie et de chimie-physique de l'Institut d'hygiène de Rabat à effectuer les analyses de recherches de doping sur les chevaux de courses.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 21 mars 1914 réglementant l'autorisation et le fonctionnement des courses publiques de chevaux au Maroc et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 août 1951 portant application dans la zone française de l'Empire chérifien des codes édictés par les sociétés d'encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le laboratoire officiel de chimie agricole et industrielle du Protectorat, 25, rue de Tours, à Casablanca, et le laboratoire de toxicologie et de chimie-physique de l'Institut d'hygiène, avenue Biarnay, à Rabat, sont habilités à effectuer les analyses de recherches de doping sur les chevaux de courses.

ART. 2. — Les installations intérieures nécessaires pour effectuer les prélèvements en vue de recherches chimiques et les dépenses occasionnées par les analyses, sont à la charge des sociétés hippiques intéressées.

Rabat, le 10 avril 1952.

SOULMAGNON.

SERVICE DES MINES.

Rejet de demandes de renouvellement de permis de recherche.

Par décision du chef du service des mines du 9 avril 1952 est rejetée la demande de renouvellement du permis de recherche n° 7682, présentée par la société « Extramine ».

Le permis est annulé à la date du présent *Bulletin officiel*.

* *

Par décision du chef du service des mines du 9 avril 1952 est rejetée la demande de renouvellement du permis de recherche n° 8281, présentée par MM. James Schinazi, Emile Schinazi, Maurice Schinazi (copropriétaires par parts égales entre eux).

Le permis est annulé à la date du présent *Bulletin officiel*.

ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

JUSTICE FRANÇAISE

Arrêté du premier président de la cour d'appel du 4 avril 1952 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de sténodactylographes et dactylographes des secrétariats-greffes des juridictions françaises.

LE PREMIER PRÉSIDENT DE LA COUR D'APPEL,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 15 mai 1951 portant statut des cadres de secrétaires sténodactylographes, de sténodactylographes, de dactylographes et de dames employées ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 28 janvier 1952 fixant les épreuves du concours pour l'accès aux cadres de secrétaires sténodactylographes, sténodactylographes, dactylographes et dames employées ;

Vu le dahir du 23 janvier 1951 fixant les nouvelles dispositions relatives au régime des emplois réservés aux Français et Marocains dans les cadres généraux des administrations publiques ;

Après avis de M. le procureur général,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Des concours pour les emplois de sténodactylographe et de dactylographe des secrétariats-greffes de la justice française, seront ouverts le 26 mai 1952, pour les sténodactylographes, et le 31 mai 1952, pour les dactylographes.

ART. 2. — Ces concours sont réservés au personnel féminin, titulaire, auxiliaire, temporaire ou journalier en fonction dans les secrétariats-greffes de la justice française, à la date du 1^{er} juin 1951, et réunissant au moins un an de service effectif dans l'administration marocaine à la date du concours.

Les candidates devront être Françaises, âgées de dix-huit ans au moins à la date du concours et de quarante ans au plus, au 1^{er} juin 1951 ; cette limite d'âge pourra être prorogée d'une durée égale à celle des services publics antérieurs, valables pour la retraite, sans qu'elles puissent dépasser quarante-cinq ans ; toutefois, aucune limite d'âge ne sera opposable aux agents recrutés dans l'administration marocaine avant le 1^{er} mai 1946.

Pourront être admises à se présenter à ces concours :

a) Pour l'emploi de sténodactylographe, les dactylographes titulaires, d'une part, et les sténodactylographes, quel que soit leur mode de rémunération, percevant l'indemnité de technicité de sténographie, d'autre part ;

b) Pour l'emploi de dactylographe, les agents en fonction, quel que soit leur mode de rémunération.

ART. 3. — Le nombre d'emplois mis au concours est fixé ainsi qu'il suit :

1° Sténodactylographes : sept, dont deux réservés aux bénéficiaires du dahir susvisé du 23 janvier 1951 ;

2° Dactylographes : quatre-vingt-un, dont vingt-sept réservés aux bénéficiaires du dahir susvisé du 23 janvier 1951.

Les épreuves du concours auront lieu à Rabat, en ce qui concerne les sténodactylographes, et au siège de chaque tribunal de première instance, en ce qui concerne les dactylographes.

ART. 4. — Les épreuves de chacun de ces concours sont fixées par l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 28 janvier 1952, publié au *Bulletin officiel* n° 2049, du 1^{er} février 1952, tel qu'il a été complété par l'arrêté du 26 mars 1952 (B.O. n° 2057, du 28 mars 1952).

ART. 5. — La composition du jury sera fixée par un arrêté ultérieur.

ART. 6. — Dix jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture du concours, les sujets de composition choisis par la commission d'examen sont enfermés dans des enveloppes scellées et cachetées, qui portent la suscription suivante : « Concours pour l'emploi de (sténodactylographe ou dactylographe) des secrétariats-greffes des juridictions françaises du Maroc », enveloppes à ouvrir en présence des candidates par le président du jury ou l'un des membres de la commission et dans les centres, autres que celui de Rabat, par le président du tribunal de première instance ou son délégué.

ART. 7. — La surveillance des épreuves est assurée à Rabat, par un des membres de la commission d'examen, et dans les autres centres, par un magistrat ou un secrétaire-greffier en chef, désigné par le président du tribunal.

Il est procédé à l'ouverture des enveloppes scellées et cachetées comme il est dit ci-dessus, en présence des candidates, au jour et à l'heure fixés pour lesdites épreuves.

ART. 8. — Toute communication des candidates entre elles ou avec l'extérieur, est interdite.

Les candidates reconnues coupables d'une fraude quelconque, seront éliminées d'office et exclues, en outre, de tout concours ultérieur, sans préjudice des peines prévues au dahir du 11 septembre 1928 et, le cas échéant, de peines disciplinaires.

ART. 9. — Les compositions remises par les candidates ne comportent ni nom ni signature.

Chaque candidate inscrit en tête de sa composition un numéro et une devise qu'elle reproduit sur un bulletin, portant également ses nom et prénoms, ainsi que sa signature, qu'elle remet dans une enveloppe qui ne doit porter aucun signe extérieur, à l'un des membres du jury surveillant les épreuves.

Les compositions d'une part et les enveloppes fermées, renfermant les bulletins, d'autre part, sont remises par les intéressées au

président du jury ou à l'un des surveillants, lequel les place dans deux enveloppes distinctes et fermées portant respectivement les mentions ci-après :

a « Compositions : Concours pour l'emploi de sténodactylographe ou dactylographe des secrétariats-greffes des juridictions françaises » ;

b « Bulletins : Concours pour l'emploi de sténodactylographe ou dactylographe des secrétariats-greffes des juridictions françaises. »

ART. 10. — Un procès-verbal dressé à la fin des épreuves constate la régularité des opérations et les incidents qui auraient pu survenir.

ART. 11. — Les plis contenant les épreuves sont ouverts et les membres du jury procèdent à l'examen et à la notation des compositions.

ART. 12. — Le classement des candidates est arrêté par le jury d'examen, après ouverture de l'enveloppe contenant les bulletins d'identité.

Deux listes sont établies :

Sur la liste « A » : est inscrit un nombre de candidates égal au nombre des emplois mis au concours ; les candidates étant classées d'après les points qu'elles ont obtenus à l'examen, à quelque catégorie qu'elles appartiennent ;

Sur la liste « B » : sont inscrits les noms des candidates reconnues susceptibles de bénéficier des emplois réservés au titre du dahir du 23 janvier 1951, dans la limite des emplois qui leur sont réservés.

Le nombre des emplois mis au concours pourra être augmenté le cas échéant.

ART. 13. — Le premier président arrête la liste nominative des candidates admises définitivement. La liste est transmise au secrétaire général du Protectorat et insérée au *Bulletin officiel* du Protectorat.

ART. 14. — Il est pourvu aux emplois vacants suivant l'ordre de classement.

ART. 15. — Les candidatures devront parvenir au cabinet du premier président de la cour d'appel, avant le 25 avril 1952, dernier délai.

Les candidates qui demanderont à bénéficier du dahir du 23 janvier 1951, devront produire toutes pièces justificatives.

Rabat, le 4 avril 1952.

KNOERTZER.

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR

Arrêté viziriel du 29 mars 1952 (3 rejeb 1371) modifiant l'arrêté viziriel du 18 juin 1946 (18 rejeb 1365) portant fixation des taux d'indemnités diverses à allouer au personnel du cadre des régies municipales.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 18 juin 1946 (18 rejeb 1365) portant fixation des taux d'indemnités diverses à allouer au personnel du cadre des régies municipales, tel qu'il a été modifié, notamment par les arrêtés viziriels des 10 décembre 1949 (18 safar 1369) et 4 septembre 1950 (21 kaada 1369) ;

Vu l'arrêté résidentiel du 31 mars 1949 modifiant et complétant l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1948 fixant les nouveaux traitements du personnel des régies municipales ;

Vu l'arrêté résidentiel du 19 décembre 1950 fixant les traitements 1948 et 1949 du cadre définitif des contrôleurs principaux et contrôleurs des régies municipales et déterminant les conditions d'intégration dans ce nouveau cadre des contrôleurs adjoints et agents de constatation et d'assiette des régies municipales,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 18 juin 1946 (15 rejev 1365) est modifié comme suit, à compter du 1^{er} octobre 1948 :

« 2° Indemnité annuelle d'usure d'effets :

« Contrôleurs principaux et contrôleurs, agents principaux et agents de constatation et d'assiette, collecteurs auxiliaires (statut du 5 octobre 1931), employés et agents publics, sous-agents publics. »

(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 3 rejev 1371 (29 mars 1952).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 avril 1952.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

DIRECTION DES FINANCES

Arrêté du directeur des finances du 1^{er} avril 1952 portant ouverture du concours d'admission pour l'emploi de secrétaire d'administration stagiaire à l'administration centrale de la direction des finances.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,

Vu l'arrêté viziriel du 11 juin 1951 portant statut commun des cadres de secrétaires d'administration, notamment son article 24 ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 septembre 1948 formant statut du cadre des secrétaires d'administration de la direction des finances, notamment son article 8 ;

Vu les arrêtés des 20 et 21 janvier 1949 fixant les conditions et le programme des concours d'admissibilité et d'admission pour l'emploi de secrétaire d'administration stagiaire de la direction des finances ;

Vu la liste des candidats admis aux épreuves des concours d'admissibilité des 30-31 mai 1950, 15-16 février et 11-12 octobre 1951 pour l'emploi de secrétaire d'administration stagiaire à l'administration centrale de la direction des finances ;

Vu la décision du directeur des finances du 29 juin 1951 autorisant les secrétaires d'administration stagiaires à l'administration centrale de la direction des finances ayant échoué aux épreuves du concours d'admission des 21 et 22 juin 1951 à subir une seconde fois les épreuves d'admission,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les épreuves écrites et orales d'admission pour l'emploi de secrétaire d'administration à la direction des finances auront lieu à Rabat, les 26 et 27 juin 1952, dans les conditions fixées par l'arrêté susvisé du 21 janvier 1949.

Ces épreuves sont réservées aux candidats nommés stagiaires à compter du 1^{er} juillet 1950 et autorisés à subir une seconde fois les épreuves d'admission, aux candidats nommés stagiaires à compter du 1^{er} avril 1951, ainsi qu'aux candidats nommés stagiaires à compter du 1^{er} décembre 1951 qui étaient en fonction dans un service public avant cette date.

ART. 2. — Les demandes des candidats auxquelles seront jointes, le cas échéant, les pièces visées à l'article 4, alinéas 1 et 2, de l'arrêté susvisé du 20 janvier 1949 devront parvenir au bureau du personnel de l'administration centrale de la direction des finances avant le 1^{er} juin 1952.

Rabat, le 1^{er} avril 1952.

Le directeur,
adjoint au directeur des finances,

COURSON.

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS.

Arrêté viziriel du 29 mars 1952 (3 rejev 1371) modifiant l'arrêté viziriel du 25 juin 1946 (25 rejev 1365) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 25 juin 1946 (25 rejev 1365) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts, tel qu'il a été modifié et complété, notamment par l'arrêté viziriel du 28 juillet 1951 (23 chaoual 1370) ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 mars 1946 (9 rebia II 1365) relatif aux indemnités du personnel de l'instruction publique, tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés viziriels du 27 mars 1951 (19 joumada II 1370) et du 26 décembre 1951 (26 rebia I 1371),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 15 de l'arrêté viziriel susvisé du 25 juin 1946 (25 rejev 1365) modifié et complété, notamment par l'arrêté viziriel du 28 juillet 1951 (23 chaoual 1370), sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Article 15. — Les cours professionnels maritimes assurés en heures supplémentaires par le personnel d'enseignement technique maritime dans les écoles musulmanes d'apprentissage maritime ou pour les cours de perfectionnement préparatoires aux examens pour l'obtention des différents brevets de la marine marchande sont rémunérés suivant les taux fixés ci-après :

« Titulaires des brevets de capitaine au long cours, d'officier mécanicien de 1^{re} classe : 33.400 francs l'heure année ;

« Titulaires des brevets de capitaine de la marine marchande, lieutenant au long cours, officier mécanicien de 2^e classe : 29.200 francs l'heure année ;

« Autres personnes : 25.000 francs l'heure année. »

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté auront effet à compter du 1^{er} janvier 1951.

Fait à Rabat, le 3 rejev 1371 (29 mars 1952).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 avril 1952.

Le Commissaire résident général,

GUILLAUME.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 8 avril 1952 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un commis de la marine marchande et des pêches maritimes au Maroc.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,

Vu l'arrêté viziriel du 20 décembre 1946 portant organisation du personnel technique du service de la marine marchande et des pêches maritimes au Maroc, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 13 décembre 1947 ;

Vu l'arrêté directorial du 27 mars 1947 portant réglementation du concours pour l'emploi de commis de la marine marchande et des pêches maritimes ;

Vu le dahir du 23 janvier 1951 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques ;

Vu l'arrêté directorial du 6 octobre 1950 portant réglementation sur l'organisation et la police des concours et examens organisés par les services relevant de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement d'un commis de la marine marchande et des pêches maritimes au Maroc, s'ouvrira le 26 juin 1952 à Casablanca, au service de la marine marchande et des pêches maritimes.

ART. 2. — L'emploi mis en concours est réservé aux bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques ou, à défaut, à un autre candidat classé en rang utile.

ART. 3. — Les demandes d'inscription, accompagnées des pièces justificatives, devront parvenir à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts, service de la marine marchande, à Casablanca, le 26 mai 1952, dernier délai.

Rabat, le 8 avril 1952.

Pour le directeur de l'agriculture,
du commerce et des forêts,

Le directeur délégué,

FÉLICI.

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 2 avril 1952 portant ouverture d'un examen pour l'accès à l'emploi d'agent d'exploitation, réservé aux bénéficiaires du dahir du 5 avril 1945.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 portant organisation du personnel d'exécution de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, et les arrêtés viziriels subséquents qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 5 avril 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen pour l'accès à l'emploi d'agent d'exploitation, réservé aux bénéficiaires du dahir susvisé du 5 avril 1945, est prévu pour le 6 mai 1952.

ART. 2. — La date de clôture des listes de candidatures est fixée au 28 avril 1952.

Rabat, le 2 avril 1952.

PERNOT.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 7 avril 1952, il est créé au cabinet civil, chapitre 13, article premier, à compter du 1^{er} juillet 1952 : un emploi de chaouch titulaire.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 7 avril 1952 sont créés à compter du 1^{er} janvier 1951, par transformation d'emplois d'agent auxiliaire ou journalier :

Résidence générale (chap. 9) :

Sept emplois de sous-agent public, par transformation de sept emplois d'agent journalier.

Cabinet civil (chap. 13) :

Un emploi de secrétaire d'administration, par transformation d'un emploi d'agent temporaire ;

Un emploi d'agent public de 3^e catégorie, par transformation d'un emploi d'agent temporaire.

Par arrêté du directeur des finances du 6 mars 1952, l'arrêté du 6 février 1952 est modifié ainsi qu'il suit, en ce qui concerne les créations d'emplois :

« II. — CRÉATION D'EMPLOIS.

« A compter du 1^{er} février 1952 :

« Service central.

« Domaines :

« Trois emplois d'agent de constatation et d'assiette.

« Services extérieurs.

« Perceptions :

« Quinze emplois d'agent de recouvrement.

« Enregistrement :

« Deux emplois d'agent de constatation et d'assiette.

« Domaines :

« Deux emplois d'agent de constatation et d'assiette.

« A compter du 1^{er} avril 1952 :

« Domaines :

« Un emploi d'inspecteur-rédacteur adjoint (service central) ;

« Quatre emplois d'inspecteur adjoint (services extérieurs).

« A compter du 1^{er} juillet 1952 :

« Service central.

« Domaines :

« Un emploi de dactylographe ou dame employée.

« Services extérieurs.

« Domaines :

« Un emploi de dactylographe ou dame employée. »

(La suite sans modification.)

Nominations et promotions.

CORPS DU CONTRÔLE CIVIL.

Est reclassé *contrôleur civil adjoint de 3^e classe (1^{er} échelon)* du 26 septembre 1947 (bonification pour services militaires : 1 an 3 mois 5 jours), promu *contrôleur civil adjoint de 3^e classe (2^e échelon)* du 26 septembre 1949 et *contrôleur civil adjoint de 2^e classe* du 1^{er} décembre 1950 : M. Bazin Paul, contrôleur civil adjoint de 2^e classe. (Décret du président du conseil des ministres du 22 mars 1952.)

*
* *

CABINET CIVIL

Est nommé *chaouch de 1^{re} classe* du 1^{er} juillet 1951 : M. Hassen ben Sliman, chaouch de 2^e classe. (Décision directoriale du 22 juin 1951.)

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT.

Est nommé *commis principal de classe exceptionnelle (indice 240)* du 1^{er} juillet 1951 : M. Rougier Ernest, *commis principal de classe exceptionnelle (indice 230)*. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 26 mars 1952.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisée et nommée *dactylographe de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 11 avril 1946, et reclassée *dactylographe, 8^e échelon* à la même date, avec la même ancienneté : M^{lle} Laffont Adèle, *dactylographe temporaire*. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 10 mars 1952.)

Est titularisé et nommé *sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon* du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 24 mars 1949 : M. Ali ben Mohamed, *agent journalier (jardinier)*. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 13 mars 1952.)

*
* *

JUSTICE FRANÇAISE.

Est reclassé *chaouch de 7^e classe* du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 17 avril 1947 (bonification pour services d'auxiliaire : 30 mois 15 jours) et promu *chaouch de 6^e classe* du 1^{er} mai 1950 : M. Mohamed ben Abdelkadër, *chaouch de 6^e classe* ;

Est reclassé *chaouch de 7^e classe* du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 23 novembre 1947 (bonification pour services d'auxiliaire : 16 mois) et promu *chaouch de 6^e classe* du 1^{er} décembre 1950 : M. El Mâati ben Taïbi, *chaouch de 7^e classe* ;

Est reclassé *chaouch de 7^e classe* du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 18 juin 1949 (bonification pour services d'auxiliaire : 16 mois) : M. Mustapha ben Driss ben Hadj, *chaouch de 7^e classe* ;

Est reclassé *chaouch de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 30 septembre 1947 (bonification pour services d'auxiliaire : 2 ans 8 mois), et promu *chaouch de 5^e classe* du 1^{er} novembre 1950 : M. M'Barck ben Faradji, *chaouch de 6^e classe* ;

Est reclassé *chaouch de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} juin 1947 (bonification pour services d'auxiliaire : 5 ans 6 mois), et promu *chaouch de 5^e classe* du 1^{er} juin 1950 : M. Mohamed ben Ahmed Jdidi, *chaouch de 6^e classe* ;

Est reclassé *chaouch de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 26 octobre 1947 (bonification pour services d'auxiliaire : 37 mois 3 jours), et promu *chaouch de 5^e classe* du 1^{er} novembre 1950 : M. Mohamed ben Ahmada, *chaouch de 6^e classe*.

(Arrêtés du premier président de la cour d'appel du 13 mars 1952.)

Est nommé, en application du dahir du 22 mai 1939, *chaouch de 8^e classe* du 1^{er} mars 1952 et reclassé *chaouch de 7^e classe* à la même date, avec ancienneté du 21 mai 1949 (bonifications pour services militaires : 3 ans 1 mois 24 jours et pour services d'auxiliaire : 31 mois 16 jours) : M. Larbi ben Lahssèn, *chauffeur temporaire*. (Arrêtés du premier président de la cour d'appel des 28 février et 13 mars 1952.)

Est titularisé et reclassé *commis de 3^e classe* du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 3 novembre 1950 (bonification pour services d'auxiliaire : 2 ans 28 jours) : M. Moussaoui Djillali, *commis stagiaire*. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 27 février 1952.)

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Sont promus :

Adjoint de contrôle principaux hors classe (3^e échelon) du 1^{er} janvier 1952 : MM. Lassalle Jean et Monsarrat Henri, *adjoints de contrôle principaux hors classe (2^e échelon)* ;

Adjoint de contrôle principal hors classe (2^e échelon) du 1^{er} avril 1952 : M. Peretti Joseph, *adjoint de contrôle principal hors classe (1^{er} échelon)* ;

Adjoint de contrôle principaux de 4^e classe :

Du 1^{er} mars 1952 : M. Gandelin Jean ;

Du 1^{er} mai 1952 : MM. Vidal André et Jourdan Francis, *adjoints de contrôle de 1^{re} classe* ;

Adjoint de contrôle de 1^{re} classe :

Du 1^{er} janvier 1952 : M. Cliquet Jean-Marie ;

Du 1^{er} mars 1952 : M. Bonamy André ;

Du 1^{er} avril 1952 : MM. Gleizes Gaston et Carbonnières Jean ;

Du 1^{er} mai 1952 : M. Chevalier le More Guy ; *adjoints de contrôle de 2^e classe* ;

Adjoint de contrôle de 2^e classe :

Du 1^{er} octobre 1951 : M. Noailac Charles ;

Du 1^{er} mars 1952 : M. Bourseiller Hervé, *adjoints de contrôle de 3^e classe* ;

Adjoint de contrôle de 3^e classe :

Du 1^{er} janvier 1952 : M. Homo Jacques ;

Du 1^{er} mars 1952 : M. Gastaud Michel ;

Du 1^{er} avril 1952 : M. Coche François ;

Du 1^{er} mai 1952 : M. Azan Pierre, *adjoints de contrôle de 4^e classe* ;

Adjoint de contrôle de 4^e classe :

Du 1^{er} janvier 1950 : M. Coche François ;

Du 1^{er} avril 1951 : M. Baleyte Robert, *adjoints de contrôle de 5^e classe*.

(Arrêtés résidentiels du 20 mars 1952.)

Sont titularisés et reclassés *adjoints de contrôle de 5^e classe* du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté :

Du 4 octobre 1946 (bonification pour services militaires : 3 ans 1 mois 26 jours) : M. Bellis André ;

Du 5 mai 1947 (bonification pour services militaires : 2 ans 6 mois 25 jours) : M. Priou Michel ;

Du 23 août 1947 (bonification pour services militaires : 2 ans 3 mois 8 jours) : M. Gaffory Dominique ;

Du 9 janvier 1948 (bonification pour services militaires : 1 an 10 mois 21 jours) : M. Duffaud Jean ;

Du 2 février 1949 (bonification pour services militaires : 9 mois 28 jours) : M. Dupuy Henri, *adjoints de contrôle stagiaires (2^e échelon)*.

Arrêtés résidentiels du 20 mars 1952.)

Est reclassé *adjoint de contrôle de 4^e classe* du 9 novembre 1950, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1950 : M. Brochard Michel, *adjoint de contrôle de 5^e classe*. (Arrêté résidentiel du 20 mars 1952.)

*
* *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Est promu *sous-ingénieur hors classe (3^e échelon)* du 1^{er} avril 1952 : M. Lauga Roger, *sous-ingénieur hors classe (2^e échelon)*. (Arrêté directorial du 5 mars 1952.)

Est nommé, après concours, *commis stagiaire* du 1^{er} décembre 1951 : M. Dionisius-Marcel, agent journalier. (Arrêté directorial du 14 mars 1952.)

*
*
*

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS.

Est nommé, après examen professionnel, *adjoint technique du génie rural de 4^e classe* du 1^{er} février 1952 : M. Chapoulié Jean, adjoint technique journalier de 1^{re} catégorie. (Arrêté directorial du 25 janvier 1952.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2058, du 4 avril 1952, page 530.

Au lieu de :

« Est reclassé, par application de l'arrêté viziriel du 7 octobre 1946,
commis principal de 2^e classe du 1^{er} mars 1945,

 M. Miquel Emile, » ;

Lire :

« Est reclassé, par application de l'arrêté viziriel du 7 octobre 1946,
commis principal de 2^e classe du 1^{er} mai 1945,

 M. Miquel Emile, »

*
*
*

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Sont nommés :

Du 1^{er} janvier 1949 :

Intendant, 4^e échelon, avec 4 ans 9 mois d'ancienneté, et reclassé au 6^e échelon à la même date, avec 9 mois d'ancienneté : M. Garcia Lucien, économiste de 1^{re} classe (cadre normal) ;

Intendante, 4^e échelon, avec 8 mois d'ancienneté, et reclassée au 6^e échelon à la même date, avec 8 mois d'ancienneté : M^{me} Perrot Marguerite, économiste de 1^{re} classe (cadre normal) ;

Intendant, 4^e échelon, avec 3 ans 6 mois d'ancienneté, et reclassé *intendant, 6^e échelon* à la même date, avec 3 ans 6 mois d'ancienneté : M. Robert André, économiste de 1^{re} classe (cadre normal) ;

Sous-intendant, 5^e échelon, avec 2 mois d'ancienneté, reclassé *intendant, 3^e échelon* du 1^{er} octobre 1949, avec 4 mois 2 jours d'ancienneté, et promu au 4^e échelon du 1^{er} août 1951 : M. Roux Roger, sous-économiste de 3^e classe ;

Sous-intendant, 6^e échelon, avec 2 ans d'ancienneté, promu *sous-intendant, 7^e échelon* du 1^{er} mai 1949, rangé *intendant, 5^e échelon* du 1^{er} octobre 1950, avec 11 mois d'ancienneté, et promu au 6^e échelon du 1^{er} mars 1952 : M. Vezhinet Jean, sous-économiste de 2^e classe ;

Sous-intendant, 8^e échelon, avec 5 mois d'ancienneté, et reclassé *intendant, 6^e échelon* du 1^{er} octobre 1949, avec 2 mois 19 jours d'ancienneté : M. Palenzuela Louis, sous-économiste de 1^{re} classe ;

Sous-intendante, 6^e échelon du 1^{er} janvier 1949, avec 1 an 5 mois d'ancienneté, promue au 7^e échelon du 1^{er} août 1949, rangée *intendante, 4^e échelon* du 1^{er} octobre 1949, avec 1 an 4 mois 23 jours d'ancienneté, promue au 5^e échelon du 1^{er} juin 1950 et au 6^e échelon du 1^{er} juin 1952 : M^{me} Giorgi Pierrette, sous-économiste de 2^e classe ;

Sous-intendant, 3^e échelon, avec 2 ans 6 mois d'ancienneté, promu au 4^e échelon à la même date, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1948, au 5^e échelon du 1^{er} juillet 1950, rangé dans le 5^e échelon du 1^{er} janvier 1951, avec 1 an 6 mois d'ancienneté, et promu au 6^e échelon du 1^{er} juillet 1951 : M. Rovira Raymond, adjoint d'économat de 4^e classe (1^{er} ordre) ;

Adjointe des services économiques de 1^{re} classe (2^e échelon), avec 2 ans 9 mois d'ancienneté, promue au 3^e échelon à la même date, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1948, rangée *sous-intendante, 4^e éche-*

lon du 1^{er} janvier 1950, avec 6 mois 25 jours d'ancienneté, et promue *sous-intendante, 5^e échelon* du 1^{er} janvier 1952 : M^{lle} Robert Jeanne, adjointe d'économat de 4^e classe (2^e ordre) ;

Sous-intendant, 6^e échelon, avec 2 ans 6 mois d'ancienneté, promu au 7^e échelon à la même date, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1948, rangé *sous-intendant, 7^e échelon* du 1^{er} mars 1949, avec 1 mois 10 jours d'ancienneté, et promu au 8^e échelon du 1^{er} février 1951 : M. Mourot Roland, adjoint d'économat de 2^e classe (1^{er} ordre) ;

Sous-intendante, 2^e échelon, avec 1 mois d'ancienneté, et promue *sous-intendante, 3^e échelon* du 1^{er} décembre 1950 : M^{me} Masse Yvette, adjointe d'économat de 5^e classe (1^{er} ordre) ;

Sous-intendant, 5^e échelon et promu au 6^e échelon du 1^{er} janvier 1951 : M. Laugier Charles, sous-économiste de 3^e classe ;

Sous-intendant, 5^e échelon et promu au 6^e échelon du 1^{er} septembre 1951 : M. Lacroix Adolphe, sous-économiste de 3^e ordre ;

Sous-intendant, 8^e échelon, avec 5 ans 3 mois d'ancienneté : M. Kaufmann René, sous-économiste de 1^{re} classe ;

Sous-intendant, 5^e échelon : M. Henry Robert, sous-économiste de 3^e classe ;

Sous-intendante, 3^e échelon, avec 2 ans 7 mois d'ancienneté, reclassée au 4^e échelon à la même date, avec 1 an 7 mois d'ancienneté, promue au 5^e échelon du 1^{er} juin 1949 et au 6^e échelon du 1^{er} juin 1951 : M^{lle} Esclapez Lise, sous-économiste de 4^e classe ;

Sous-intendant, 6^e échelon, avec 6 mois d'ancienneté, et promu au 7^e échelon du 1^{er} août 1950 : M. Choukroune Albert, adjoint d'économat de 2^e classe (1^{er} ordre) ;

Adjointe des services économiques de 1^{re} classe (2^e échelon), avec 1 an 2 mois d'ancienneté, rangée *sous-intendante, 3^e échelon* du 1^{er} octobre 1949, avec 1 an 9 mois d'ancienneté, et promue au 4^e échelon du 1^{er} juillet 1950 : M^{me} Battini Hyacinthe, adjointe d'économat de 4^e classe ;

Adjointe des services économiques de 1^{re} classe (2^e échelon), rangée *sous-intendante, 3^e échelon* du 1^{er} octobre 1949, avec 1 an d'ancienneté, et promue au 4^e échelon du 1^{er} octobre 1950 : M^{me} Audirac Marie, adjointe d'économat de 4^e classe ;

Adjointe des services économiques de classe exceptionnelle, rangée *sous-intendante, 5^e échelon* du 1^{er} octobre 1949, avec 1 an 5 mois 28 jours d'ancienneté, et promue au 6^e échelon du 1^{er} mai 1951 : M^{me} Amic Marie, adjointe d'économat de 2^e classe ;

Economistes (nouvelle hiérarchie) :

De 1^{re} classe :

Avec 6 ans 3 mois d'ancienneté : M. Fauche Henri ;

Avec 17 ans 7 mois d'ancienneté : M. Keriel Louis ;

De 2^e classe :

Avec 2 ans 20 jours d'ancienneté, et promue à la 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1950 : M^{me} Moirand Jeanne ;

Sous-intendante, 5^e échelon, avec 2 ans 18 jours d'ancienneté, promue au 6^e échelon du 1^{er} mai 1949, avec 18 jours d'ancienneté, rangée *économiste (nouvelle hiérarchie) de 3^e classe* du 1^{er} janvier 1950, avec 3 ans 12 jours d'ancienneté, reclassée dans la 2^e classe à la même date, avec 8 mois 12 jours d'ancienneté, et promue *économiste de 1^{re} classe* du 1^{er} septembre 1951 : M^{me} Lemoine Renée, sous-économiste de 3^e classe ;

Adjoints des services économiques :

De classe exceptionnelle et économiste (nouvelle hiérarchie) de 4^e classe du 1^{er} octobre 1950, avec 5 mois 9 jours d'ancienneté : M. Bouin Gaston, adjoint d'économat de 1^{re} classe ;

De 2^e classe (4^e échelon), avec 7 mois 5 jours d'ancienneté, et promu à la 1^{re} classe (1^{er} échelon) du 1^{er} avril 1951 : M. Argivier Maurice, adjoint d'économat de 5^e classe ;

De classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1^{er} avril 1945 : M^{me} Rosenstiel Jeanne, adjointe d'économat de 1^{re} classe ;

Du 1^{er} octobre 1949 :

Sous-intendant, 4^e échelon, avec 1 an 11 mois d'ancienneté, promu au 5^e échelon du 1^{er} décembre 1949 et au 6^e échelon du 1^{er} janvier 1952 : M. Millereux Bernard, adjoint d'économat de 3^e classe (1^{er} ordre) ;

Sous-intendant, 2^e échelon, avec 8 mois d'ancienneté, et promu au 3^e échelon de son grade du 1^{er} mars 1951 : M. Nadaud Yves, adjoint d'économat de 5^e classe (1^{er} ordre) ;

Sous-intendant, 2^e échelon du 1^{er} avril 1951, avec 2 ans 6 mois d'ancienneté, et promu au 3^e échelon à la même date, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1951 : M. Bru Roger, adjoint d'économat de 5^e classe (1^{er} ordre) ;

Sous-intendant, 3^e échelon du 1^{er} novembre 1951, avec 3 ans 5 mois 20 jours d'ancienneté, et promu au 4^e échelon à la même date, avec 1 an 4 mois 20 jours d'ancienneté : M. Cambus Pierre-Robert, adjoint d'économat de 4^e classe (1^{er} ordre).

(Arrêtés directoriaux du 18 mars 1951.)

Est rangé professeur licencié de 4^e classe (cadre normal) du 1^{er} octobre 1947, avec ancienneté du 1^{er} avril 1945, promu à la 3^e classe des professeurs licenciés (cadre normal) du 1^{er} mai 1948, rangé dans le 6^e échelon (cadre unique) des professeurs licenciés du 1^{er} janvier 1949, avec 8 mois d'ancienneté, et promu au 7^e échelon du 1^{er} novembre 1950 : M. Solères Gaston. (Arrêté directorial du 25 février 1952.)

Est nommé professeur bi-admissible à l'agrégation, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1951, avec 2 mois d'ancienneté : M^{me} Vié Henriette. (Arrêté directorial du 19 mars 1952.)

Sont promus :

Du 1^{er} mai 1952 :

Professeurs agrégés :

8^e échelon : M. Le Bourgeois Jean ;

7^e échelon : M. Bendahan Joseph ;

5^e échelon : M. Vicaire Pierre ;

Professeurs licenciés :

9^e échelon : M^{me} Beveraggi Yvonne ;

8^e échelon : MM. Hélin Léon, Lusinchi Jean et Mula Joseph ;

7^e échelon : M. Sanès Paul ; M^{me} Philippe Yvonne ;

6^e échelon : MM. Blanchard Guy et Chapou Gaston ; M^{me} Rousseau Paule ;

5^e échelon : M^{me} Reimbold Suzel ;

3^e échelon : M^{me} Hamann Jacqueline ; M. Viollet Roger ;

Professeur d'éducation physique et sportive, 7^e échelon : M. Lasailly Emile ;

Répétiteurs surveillants (2^e ordre) :

De 3^e classe : M. Ben Abdenbi Abderrahmane ;

De 4^e classe : M. Benzal Jean ;

Secrétaire d'orientation professionnelle de 2^e classe : M. Dupuis Marcel ;

Maître de travaux manuels de 3^e classe (cadre normal, 1^{re} catégorie) : M. Querrou Joseph ;

Du 1^{er} juin 1952 :

Professeurs licenciés :

9^e échelon : M^{me} Granier Simone, Cleemann Elise et Lanly Anne-Marie ; M. Debats Paul ;

8^e échelon : M^{me} Coriat Marie-Rose ;

7^e échelon : M^{me} et MM. Seriot Paule, Gaillard de Champris Pierre, Bouquerel Jacqueline, Auvray Charles, Blanchard Madeleine et Mougel Georges ;

6^e échelon : M. Guironnet Max ;

5^e échelon : M^{me} Leduc Andrée ;

4^e échelon : M. Bouladou Gérard ;

3^e échelon : M. Taleb Mohamed ;

2^e échelon : M^{me} Salanié Jacqueline ;

Professeur technique adjoint, 3^e échelon : M^{me} Chaulet Madeleine ;

Professeurs d'éducation physique :

4^e échelon : M^{me} Sabatier Annie ;

3^e échelon : M. Lombard Alain ;

Répétiteurs surveillants (2^e ordre) :

De 3^e classe : MM. Pessa Henri et Hermelin Maurice ;

De 4^e classe : MM. Casanova Joseph et Bisgambiglia Jean-Marie ;

Maîtres et maîtresses de travaux manuels (cadre normal, 2^e catégorie) :

De 1^{re} classe : M. Émery André ;

De 5^e classe : M^{mes} et MM. Fayaud Huguette, Noé Pierre, Conte Henriette, Maillet Georges ;

Maître d'éducation physique, cadre normal, 3^e échelon : M. Rebuffic Lucien ;

Mouderrès de 2^e classe : M. Saïd el Hadj Ahmed el Oujdi.

(Arrêtés directoriaux des 3, 4, 10 et 11 mars 1952.)

Est rangé maître de travaux manuels de 2^e classe (cadre normal, 1^{re} catégorie) du 1^{er} janvier 1951 : M. Dutournier Michel. (Arrêté directorial du 29 février 1952.)

Sont reclassés :

Professeurs licenciés, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} octobre 1950, avec 4 ans 7 mois 12 jours d'ancienneté (bonification pour suppléances : 3 ans 7 mois 12 jours) : M. Recoules André ;

Du 1^{er} octobre 1951, avec 6 ans 11 jours d'ancienneté (bonification pour suppléances : 6 ans 11 jours) : M^{me} Viel Marie-Thérèse ;

Répétiteur surveillant de 6^e classe (2^e ordre) du 1^{er} novembre 1948, avec 3 ans 1 mois d'ancienneté, promu à la 5^e classe de son grade à la même date, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1948 (bonifications pour services militaires et suppléances : 3 ans 1 mois), nommé répétiteur surveillant de 5^e classe (1^{er} ordre) du 1^{er} octobre 1949, avec la même ancienneté, professeur licencié, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1950, avec 2 ans 5 mois d'ancienneté, et promu au 3^e échelon à la même date, avec ancienneté du 1^{er} août 1950 : M. Naquet André ;

Répétiteur surveillant de 6^e classe (2^e ordre) du 18 octobre 1951, avec 1 an 9 mois 18 jours d'ancienneté (bonification pour services militaires : 11 mois 13 jours) : M. Couderc Denys ;

Institutrice de 6^e classe du 1^{er} novembre 1949, avec 2 ans 10 mois d'ancienneté (bonification pour suppléances : 2 ans 10 mois), et promue à la 5^e classe à la même date, avec 10 mois d'ancienneté : M^{me} de Sévin Angèle.

(Arrêtés directoriaux des 23 février, 13 et 15 mars 1952.)

* * *

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Sont reclassés, en application de l'arrêté viziriel du 23 juin 1926, adjoints techniques de 4^e classe du 1^{er} janvier 1952 :

MM. Mohamed Mesmoudi, maître infirmier hors classe ;

Sefiani Tahar, maître infirmier de 1^{re} classe ;

Abdeslem ben Mohamed ben Ali et Brahim ben Aomar, maîtres infirmiers de 2^e classe ;

Mohamed bey Saïd, maître infirmier de 3^e classe

(Arrêtés directoriaux du 1^{er} mars 1952.)

Est reclassé adjoint de santé de 5^e classe (cadre des diplômés d'État) du 1^{er} octobre 1950 et adjoint de santé de 4^e classe (cadre des diplômés d'État) à la même date, avec ancienneté du 7 septembre 1948 (bonification pour services militaires : 4 ans 6 mois 24 jours) : M. Berthelomeau Désiré, adjoint de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'État). (Arrêté directorial du 29 février 1952.)

Sont recrutées en qualité de :

Adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État) du 19 février 1952 : M^{lle} Beaumel Henriette ;

Adjointe de santé de 5^e classe (cadre des non diplômées d'État) du 1^{er} mars 1952 : M^{lle} Arramon Jeanne.

(Arrêtés directoriaux des 22 et 28 février 1952.)

Est placée dans la position de disponibilité pour convenances personnelles du 1^{er} mars 1952 : M^{lle} Godmer Claudie, adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État).

Est placée d'office dans la position de disponibilité du 6 mars 1952 : M^{lle} Le Breton Annik, adjointe de santé de 5^e classe (cadre des non diplômées d'État).

(Arrêtés directoriaux du 17 mars 1952.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisé et reclassé sous-agent public de 1^{re} catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 1^{er} février 1948, et promu au 2^e échelon de son grade du 1^{er} août 1951 : M. Mohamed ben Ahmed, maître de vedette journalier. (Arrêté directorial du 26 janvier 1952.)

Honorariat.

Le titre d'adjoint de contrôle principal honoraire est conféré à M. Monsarrat Henri, adjoint de contrôle principal hors classe (3^e échelon), en retraite. (Arrêté résidentiel du 20 mars 1952.)

Admission à la retraite.

M. Monsarrat Henri, adjoint de contrôle principal hors classe (3^e échelon), est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} avril 1952. (Arrêté résidentiel du 20 mars 1952.)

M. Le Mau de Talancé Jean, ingénieur géomètre principal de classe exceptionnelle du service topographique, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts du 1^{er} mars 1952. (Arrêté directorial du 13 mars 1952.)

Concession de pensions, allocations et rentes viagères.

Aux termes d'un dahir du 17 mars 1952, le supplément provisoire de pension accordé à certains titulaires de pensions exceptionnelles, est porté aux taux ci-après, à compter du 1^{er} janvier 1951 :

BENEFICIAIRES	MONTANT ANNUEL du supplément provisoire de pension
	Francs
Héritiers de Ba Ahmed et Si Moussa	263.500
Veuve du docteur Linarès	78.000
M ^{me} Rebout	87.300
Héritiers de l'ex-caïd Bouchaïb ben Hadj Djilali ..	69.000
M ^{me} de Lépiney	300.400
Héritiers de Si Mehdi Gharnit	432.000

Aux termes d'un dahir du 17 mars 1952, est supprimée l'indemnité exceptionnelle de résidence à Tanger allouée au chérif Moulay Ahmed ben Abdesselem.

A compter du 1^{er} janvier 1951, un supplément provisoire de pension au taux annuel de 276.000 francs est accordé à l'intéressé.

Elections.

Elections du 26 mars 1952 pour la désignation des représentants du personnel de la direction de l'intérieur (service du contrôle des municipalités) dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement pour les années 1952 et 1953.

I. — CANDIDATS ÉLUS.

Cadre des régies municipales.

Corps des contrôleurs principaux et contrôleurs

a) Contrôleurs principaux :

Représentant titulaire : M. Grousset Jean ;

Représentant suppléant : M. Dor André.

b) Contrôleurs :

Représentants titulaires : MM. Baque Irénée ;

Andreucci François ;

Représentants suppléants : MM. Mongaillard Armand ;

Ousset Michel.

Cadre des secrétaires administratifs de municipalités.

Représentants titulaires : MM. Soldati François ;

Bencivengo Jean ;

Représentants suppléants : MM. Boulonnet Armand ;

Humbert Jean-Baptiste.

II. — CANDIDATS DÉSIGNÉS PAR VOIE DE TIRAGE AU SORT.

Agents principaux et agents de constatation et d'assiette des régies municipales.

Représentants titulaires : MM. Boisson Lucien ;

Ferré Georges ;

Représentants suppléants : MM. Cazemajou Georges ;

Cerna Alexandre.

Cadre des sapeurs-pompiers professionnels.

Corps des officiers :

Représentant titulaire : M. Rose Fernand ;

Représentant suppléant : M. Paris Irénée.

Corps des sous-officiers :

Représentants titulaires : MM. Guénin Gilbert ;

Daumas Joseph ;

Représentants suppléants : MM. Ahmed ould el Hadj (m^{le} 4) ;

Bailly Jean.

Corps des caporaux et sapeurs :

Représentants titulaires : MM. Ahmed ben Mohamed (m^{le} 17),
caporal ;

Mohamed ben Kaïmer (m^{le} 71),
sapeur ;

Représentants suppléants : MM. Mohamed ben el Lachemi

(m^{le} 102), sapeur ;

Cheik ben Mohamed Brini
(m^{le} 91), sapeur.

Cadre des employés et agents publics.

Employés et agents de 1^{re} catégorie :

Représentant titulaire : M. Grieu Fernand ;

Représentant suppléant : M. Marconnet Fernand.

Employés et agents de 2^e catégorie :

Représentants titulaires : MM. Rodriguez Lucien ;
Bouchaïb ben Mohamed Mazouzi ;
Représentants suppléants : MM. Favre René ;
Nouen Abel.

Employés et agents de 3^e catégorie :

Représentants titulaires : MM. Manchon Remundo ;
Vermeil Eugène ;
Représentants suppléants : MM. Pinelli Jean-Jacques ;
Chiarisoli Paul.

Employés et agents de 4^e catégorie :

Représentants titulaires : MM. Casasoprana Toussaint ;
Fernandez Lucien ;
Représentants suppléants : MM. Ayache Israël ;
Ahmed ben Mohamed ben Salah.

Elections des représentants du personnel de la direction de l'intérieur (service du contrôle des municipalités) dans les commissions d'avancement et les organismes disciplinaires pour les années 1952 et 1953.

Scrutin du 5 mai 1952.

LISTE DES CANDIDATS.

Corps des chefs de division et attachés de municipalité.

Liste « C.F.T.C. ».

- a) Chefs de division : néant ;
b) Attachés de 1^{re} classe : néant ;
c) Attachés de 2^e classe : MM. de Gaillande Paul et Jary René ;
d) Attachés de 3^e classe : MM. Barraza Charles et Léon André.

Elections du 29 mars 1952 des représentants du personnel des commis chefs de groupe, commis principaux et commis (25^e corps) dans les commissions d'avancement et les organismes disciplinaires pour 1952-1953 de la direction de l'instruction publique.

CANDIDATS ÉLUS.

Représentants titulaires : MM. Lalanne et Duguy ;
Représentants suppléants : MM. Morin et Lyemni.

Résultats de concours et d'examens.

Examen professionnel des 17 mars et 3 avril 1952 pour le recrutement de secrétaires-greffiers des juridictions françaises du Maroc.

Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Nicoli Jean, Muraire Jean, Scotto Aurélio, Carrière Marylouis, Adam Eugène, Moussy Maurice et Stumpen Jean-Pierre.

Examen de fin de stage des secrétaires d'administration des 9 et 10 avril 1952.

Candidats admis (ordre alphabétique) :

MM. Ambrosini Dominique, Bonnier Georges, Caillat Jacques, Calvet Jacques, Gasbert Roger ; M^{lles} Ghilardelli Odette, Gresse Fabienne ; MM. Lambert Yves, Maillet Robert ; M^{me} Martin Alice ; MM. Merian Michel, Russo Raphaël et Thévenard Jean.

Concours

d'inspecteur adjoint stagiaire des régies financières du Maroc des 21 et 22 février 1952.

Candidats admis (ordre de mérite) :

1^o Le Coroller Jean ; 2^o Portron Jean ; 3^o Mège André ; 4^o Dumas Jean ; 5^o Biscarrat Jacques (bénéficiaire du dahir du 23 janvier 1951) ; 6^o Gralitzer Maurice, ex æquo Bourret Gilbert ; 8^o Loubignac Lucien ; 9^o Junca Claude ; 10^o Mouret Albert ; 11^o Marcaggi Toussaint (bénéficiaire du dahir du 23 janvier 1951) ; 12^o Yardin André ; 13^o Bauer Gérard ; 14^o Humbert Michel ; 15^o de Ginestel Henri ; 16^o Gensane Albert ; 17^o Bourrelly Paul ; 18^o Baudet Marcel ; 19^o Caro Georges ; 20^o Dibinger Jean-François ; 21^o Daubol Michel, ex æquo Couprie Jacques, Lijeour Christian et Sarrand Jacques (bénéficiaire du dahir du 23 janvier 1951).

AVIS ET COMMUNICATIONS

DIRECTION DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 15 AVRIL 1952. — *Supplément à l'impôt des patentes* : Taza, rôles 4 de 1951, 3 et 5 de 1952 ; Beauséjour, rôle spécial 3 de 1952 ; Fès-ville nouvelle, rôle spécial 3 de 1952 ; Meknès-ville nouvelle, rôle spécial 13 de 1952 ; Safi, rôle spécial 8 de 1952 ; Casablanca-centre, rôles spéciaux 76 et 78 de 1952 ; Casablanca-nord, rôle 102 de 1952 ; circonscription des Zemmour, rôle spécial 1 de 1952 ; Port-Lyautey, rôle spécial 8 de 1952 ; Oujda-nord, rôle spécial 3 de 1952.

Patentes : annexe des Oulad-Sâïd, rôle spécial 1952 (art. 1 à 4) ; cercle de Sefrou, 3^e émission 1951 ; contrôle civil de Marchand, 4^e émission 1951 ; circonscription de Jerada, 3^e émission 1951 ; El-Aïoun, 3^e émission 1951 ; Berguent, 3^e émission 1951 ; circonscription de Talsint, 2^e émission 1951 ; Meknès-ville nouvelle, 9^e émission 1951 ; contrôle civil des Zemmour, 3^e émission 1951 ; Taourirt, 4^e émission 1951 ; Fès-médina, 2^e émission 1951 ; Casablanca-centre, 23^e émission 1949, 17^e émission 1950, 16^e émission 1951 ; Saïdia-Plage, 2^e émission 1951 ; Martimprey-du-Kiss, 4^e émission 1951, 5^e émission 1950.

Taxe d'habitation : Ouezzane, 5^e émission 1951 ; Mogador, rôle spécial 1952 (art. 201 à 233) ; Meknès-ville nouvelle, 12^e et 13^e émissions 1951 ; Fès-médina, 2^e émission 1951 ; Casablanca-centre, 17^e émission 1950, 16^e émission 1951.

Taxe urbaine : Beckane, 2^e émission 1951.

Taxe de compensation familiale : Marrakech-médina, 3^e émission 1951.

LE 20 AVRIL 1952. — *Supplément à l'impôt des patentes* : Khenifra, rôles 4 de 1950, 7 de 1951 ; Oujda-nord, rôle 8 de 1950 ; Safi-

banlieue, rôles 2 et 3 de 1949, 1950 et 1951 ; Marrakech-médina, rôle 11 de 1951 ; Khouribga, rôle 3 de 1951 ; Settat, rôles 4 de 1950, 2 de 1951.

Patentes : Fès-ville nouvelle, 7^e émission 1950 ; annexe de contrôle civil d'Oulmès, 2^e émission 1951 ; annexe de contrôle civil de Tedders, 2^e émission 1951 ; Imouzzèr-du-Kandar, 2^e émission 1951 ; contrôle de Salé-banlieue, 4^e émission 1951.

Taxe d'habitation : Fès-ville nouvelle, 7^e émission 1950.

Taxe de compensation familiale : circonscription des Rehamna, 2^e émission 1949 et émission primitive 1950 ; Safi, 4^e émission 1950 ; circonscription d'Amizmiz, 2^e émission 1951 ; Meknès-ville nouvelle, 7^e émission 1950 ; Taza, 3^e émission 1951.

Complément à la taxe de compensation familiale : Casablanca-sud, rôle 1 de 1952 ; Casablanca-Maârif, rôle 1 de 1952 ; Casablanca-nord, rôle 1 de 1952.

Prélèvement sur les traitements et salaires : Fès-ville nouvelle, 2^e émission 1951.

LE 10 MARS 1952. — *Prélèvement sur les traitements et salaires* : Oujda-sud, rôle 3 de 1950.

Additif au Bulletin officiel n° 2086, du 2 novembre 1951.

Tertib et prestations des Européens de 1951.

7 FÉVRIER 1951. — Région d'Agadir, circonscription de Tarou-dannt ; région de Casablanca, circonscriptions des Beni-Amir—Beni-Moussa, d'El-Ksiba et d'El-Borouj ; région de Fès, circonscriptions de Rhafsaï, de Tsoul, de Taïneste et de Tahala ; région de Marrakech, circonscription d'Amizmiz ; région d'Oujda, circonscription de Figuig ; région de Rabat, circonscriptions d'Ouezzane - banlieue et d'Arbaoua ; région de Meknès, circonscription d'El-Khab.

Le chef du service des perceptions,

M. BOISSY.

DIRECTION DES FINANCES.

Service des impôts.

Tertib et prestations de 1952.

AVIS.

Les contribuables européens ou assimilés sont avisés de ce que, conformément aux dispositions de l'arrêté du directeur des finances du 14 novembre 1950, les déclarations à souscrire en vue de l'établissement des rôles du tertib et de la taxe des prestations de 1952, doivent être déposées, contre récépissé, le 30 avril 1952, au plus tard, dans les bureaux des chefs civils ou militaires de chaque circonscription, des services municipaux, des perceptions ou du service central des impôts où des formules imprimées sont tenues à leur disposition.

Les cultures entreprises après le 30 avril doivent être déclarées dans les quinze jours qui suivent l'ensemencement.

Les déclarations des nationaux de puissances placées sous le régime des capitulations continueront à être reçues par le consulat de la nation intéressée, où elles doivent être déposées dans les délais ci-dessus indiqués.

Les contribuables qui ne souscrivent pas leurs déclarations dans les délais légaux sont passibles des pénalités instituées par l'article 9 du dahir du 10 mars 1915 (double ou triple taxe).

Avis de concours pour le recrutement d'un commis de la marine marchande et des pêches maritimes au Maroc.

La direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (service de la marine marchande et des pêches maritimes au Maroc) organise un concours pour le recrutement d'un commis de la marine marchande au Maroc.

L'emploi mis au concours est réservé aux bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques.

Si les résultats du concours laissent cet emploi disponible il pourra être attribué à un autre candidat classé en rang utile.

Les épreuves de ce concours auront lieu le 26 juin 1952, à Casablanca, au service de la marine marchande.

Le programme et les conditions du concours sont ceux fixés par l'arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 27 mars 1947 (B.O. n° 1806, du 6 juin 1947).

Les demandes d'inscription, accompagnées des pièces requises, devront parvenir à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts, service de la marine marchande à Casablanca, le 26 mai 1952, dernier délai.

Médaille d'honneur du travail

des employés, ouvriers et assimilés du commerce et de l'Industrie.

(Extrait de l'arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale du 7 janvier 1952, publié dans le *Journal officiel* de la République française du 19 janvier 1952, et de la liste des ouvriers et employés décorés, publiée dans le *Bulletin officiel* des décorations, médailles et récompenses du 19 janvier 1952.)

A. — MÉDAILLE D'ARGENT.

I. — RÉGION D'AGADIR.

Agadir.

MM. Ahmed ben Abdallah ben Boujemaa, gardien dans la maison T. Gibert ;
Gomez Michel, chef d'usine à l'Énergie électrique du Maroc.

II. — RÉGION DE CASABLANCA.

1° Benahmed.

M. Colin Charles-Henri-Auguste, chef de secteur à la Société chérifienne d'énergie.

2° Casablanca.

a) *Compagnie industrielle de travaux (Entreprise Schneider) :*

MM. Ahmed ben Abdallah ben Mohammed, coffreur ;
Ahmed ben Mohammed ben Abderrahmane, poseur de voies ;
Ahmed ben Rhali ben Brahim, manoeuvre ;
Belkassem ben Mohammed ben Mohammed, poseur de voies ;
Lahsèn ben Hammou ben Ali, caporal ;
Lahsèn ben el Kbir ben el Kadmiri, gardien ;
Mohammed ben Abdallah, poseur de voies ;
Salah ben Bouih ben Mbarek, poseur de voies ;
Thami (El-) ben Mohammed ben Omar, manoeuvre.

b) *Compagnie générale transatlantique :*

MM. Abdelkadèr ben Daoudi ben Hammadi, chef chaouch ;
David Maurice, commis principal.

c) *Compagnie sucrière marocaine :*

MM. Ahmed ben Mohammed ben Allal, ouvrier électricien ;
Brahim ben Jema, aide-mécanicien ;
Brun Ambroise-Émile, chef d'atelier mécanique ;
Houssine (El-) ben Bihi ben Saïd, aide-mécanicien ;
Lahsèn ben Mohammed ben Brahim, aide-électricien ;
Mathieu Émile-Léon-Louis, chef de service ;
Mâti ben Driss ben Mohammed, turbineur ;
Moréno Eustache-Auguste, chef de quart.

d) *Compagnie des tramways et autobus de Casablanca :*

MM. Arbi (El-) ben Abderrahmane ben Ahmed, tôlier ;
Guarinos Étienne, surveillant ;
Lopez Blaise, peintre ;
Merle Charles, contremaître électricien ;
Mohammed ben Ahmed ben Bouchâib, manoeuvre spécialisé ;
Mohammed ben el Arbi ben Ahmed, mécanicien ;
Thomine Marius-Henri, mécanicien.

e) *Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie :*

M^{me} Mongelli, née Rossi Pauline-Mélanie, employée principale ;
M. Ruin Aimé-Édouard, ex-directeur.

f) *Energie électrique du Maroc :*

MM. Abdelkadèr ben Mohammed ben Hamed, surveillant de machine ;
Adam Robert, contremaître principal ;
Argeliès Fernand-Gaston, contremaître principal ;
Bechet Raymond-Maurice, chef de quart ;
Boccaccino Francesco, chef d'équipe ;
Bouyer Gabriel, surveillant ;
Brahim ben Hammou, menuisier ;
Delage Pierre, contremaître principal ;
Lahsèn ben Mohammed Ouissatane, chef d'équipe ;
Layal Urbain-Félix, maître ouvrier ;
Malatray Armand-Jean-Marie, agent principal ;
Mohammed ben Hammou ben Abdelkrim, forgeron ;
Penin Gaston-Albert-Fernand, chef de bureau ;
Poissonnier Émile, ex-inspecteur de comptabilité ;
Pouzol Louis-Victor, ex-chef de quart ;
Rigaud Albert, sous-chef d'usine ;
Zerrouk Mohammed, monteur électricien.

g) *Établissements Bernard Guérin :*

MM. Brahim ben Mohammed ben Haj Jilali, chauffeur ;
Corcos Messod, employé ;
Jean Léon-Jules-Alfred, comptable ;
Mbarek ben Allal ben Mohammed, gardien.

h) *Manutention marocaine :*

MM. Abdallah ben Mohammed, gardien ;
Abdelhouahed ben Ali ben Mohammed, ex-contremaître ;
Abdelmalek ben Abderrahmane, ouvrier spécialisé ;
Abderrahmane ben Cherif Mohammed, charpentier ;
Adam René-Paul, chef magasinier ;
Ahmed ben Miloudi Ouachrim, manoeuvre ;
Ali ben Ahmed ben Mohammed, chaouch ;
Alvarez Jean-René, chef magasinier ;
Auler Joseph, ex-employé ;
Benjoar Élie, commis qualifié ;
Benjoar Maklouf, ex-pointeur ;
Biton Abraham, ex-pointeur ;
Buonomano Joseph-Clément, chef de zone ;
Carlotti Michel, sous-chef de bureau ;
Chuisano Félicien-Marius, ex-directeur ;
Exposito Antoine-José, contremaître ;
Fourment Charles-Jean, ex-employé ;
Giambelli Ange, chef magasinier ;
Gloux Stanislas-Alexandre, chef de bureau ;
Hachmi (El-) ben el Faddel, charpentier ;
Imbert André-Georges, ex-magasinier ;
Jacob Étienne-Gustave-Henri, ingénieur ;
Jaouen Louis, chef de rade ;
Juge Émile, ex-chef caissier ;
Julia Antonio, ex-chauffeur ;
Mallart Alfred-Gabriel-Luis, commis qualifié ;
Maman Salomon, ex-pointeur ;
Mohammed ben el Arbi ben Abbès ben Abida, conducteur de grues ;
Mohammed (Haj) ben Seddik ben Hammou, sous-chef de zone ;
Mohammed ben Slimane ben Ahmed, aide-infirmier ;
Pardini Joseph, directeur ;
Piétri Vincent, ex-chef magasinier ;
Piétrignani Mathieu, caissier ;
Richeux Auguste, chef conducteur ;
Ruiz Antoine, ex-pointeur ;
Savery Charles-Marie, chef magasinier ;
Teissier Étienne-Georges, ex-chef magasinier ;
Tur Joaquim, magasinier outilleur.

i) *Office chérifien des phosphates :*

MM. Mohammed ben Ahmed, chaouch ;
Mohammed ben Allal, frappeur.

j) *Régie des exploitations industrielles du Protectorat :*

MM. Berlou Yves-Gentil, contremaître ;
Costa Augustin-César, chef d'équipe tourneur ;
Dupont Ernest, chef comptable ;
Sune Florencio, tourneur ;
Vaillard Robert, chef comptable ;
Verdu Antoine, contremaître.

k) *Société anonyme des Peintures « Astral Celluco » :*

MM. Abdesselam ben Saïd, coloriste ;
Houssine (El-) ben Mohammed ben Ahmed, préparateur ;
Mohammed ben el Arbi Faraj ben Mahjoub, emballeur ;
Mohammed ben Omar ben Dehbi, chauffeur ;
Omar ben Abdallah ben Messaoud, coloriste ;
Yazid (El-) ben Mohammed ben Ali, coloriste.

l) *Société anonyme « Le Pain Gautier » :*

MM. Ahmed ben el Arbi ben Feddoul, ouvrier boulanger ;
Merlin Jean-Baptiste, chef comptable ;
Mohammed ben Abderrahmane ben Mbarek, boulanger.

m) *Société chérifienne d'engrais et de produits chimiques :*

M. Canonge Jean-Maurice, chef de laboratoire ;
M^{me} Cipriani, née Péroni Marie-Jeanne, dactylographe ;
MM. Dinam Louis, contremaître ;
Gonzalès Antoine, mécanicien d'entretien ;
Jout René-Marcel, contremaître ;
Péroni Don Jean, magasinier.

n) *Société chérifienne d'énergie :*

MM. Boule Arthur, chef comptable ;
Raquillet René-Charles, chef de bureau.

o) *Société « France-Aulo » :*

MM. Ahmed ben Hajjaj ben Abdallah, gardien ;
Teboul Élie, électricien.

p) *Société nouvelle de la Compagnie algérienne de crédit et de banque :*

MM. Fraillon Émile, payeur-receveur ;
Ramel Georges-Paul, agent.

q) *Autres employeurs :*

MM. Ali ben Mohammed ben Mbarek, cuisinier chez M^{me} veuve Lorentz ;
Ali ben Moussa, serveur au cercle de l'Automobile-Club marocain ;
Amzallag Rahamime Meyer, chauffeur aux anciens Établissements Émile Laporte et C^{ie} ;
Armand Louis-Léon-Raymond, contremaître à la Socony Vacuum Oil Company ;
M^{me} Charpenel, née Barberin Blanche-Marie-Joséphine, commis principal à la Banque d'État du Maroc ;
MM. Choukroun David, agréeur en céréales à la Société marocaine de céréales ;
Cossart Hilaire-Louis, chef de la comptabilité à la Compagnie marocaine de métaux et d'entreprise ;
Couraud Olivier, chef des services administratifs à la Société minière et métallurgique de Peñarroya ;
Hammou ben Abdallah ben Mohammed, manoeuvre à la Compagnie générale de constructions téléphoniques ;
Houssine (El-) ben Mohammed ben Allal, vendeur dans la maison Marcel Escot ;
Kaddour ben Mohammed, gardien au cinéma Rialto ;
M^{me} Khadidja bent Belkheïr, employée de maison chez M. Robert Girardet ;
M^{me} Mesquida Joséphine, employée de bureau à la Société marocaine de distribution d'eau, de gaz et d'électricité ;
MM. Mohammed ben Abdallah ben Addi, chauffeur chez M^{me} Abt-Busset ;
Moyal Alexandre, ex-comptable à l'Entreprise Michel Dinjean ;
Pommier Valentin, concierge aux Établissements Henry Hamelle ;
Schleicher Louis-Marie, démonstrateur à la Société « L'Air Liquide » ;
Smaïn ben Rahal ben Ali, caporal à la Stelline, Compagnie marocaine des carburants.

3° Fedala.

M. Sarrazin René-Jules, comptable à la Stelline, Compagnie marocaine des carburants.

Imfoute.

M. Mohammed ben Salem ben Brahim, garçon de bureau à l'Énergie électrique du Maroc.

5° Khouribga.

a) *Énergie électrique du Maroc* :

M. Giuliano Auguste, chef de poste.

b) *Office chérifien des phosphates* :

MM. Abdesselam ben Bihi ben Hammou, ferrailleur ;
 Ahmed ben Jilali ben Belkassam, gardien ;
 Aïssa ben Mohammed ben Bouazza, caporal ;
 Ausina Sauveur, surveillant ;
 Brahim ben Omar ben Ahmed, employé ;
 Cerbera Alfred, conducteur ;
 Cooremens Julien, électricien ;
 Cruz (de la) Joseph, ajusteur ;
 Ferre Manuel, surveillant ;
 Garcia Jean, chef de poste ;
 Kbir ben Asri ben Jilali, caporal ;
 Kbir ben Mâti ben Mohammed, manœuvre spécialisé ;
 Lahsèn ben Omar ben Ahmed, employé ;
 Mattéo Joaquim, chauffeur ;
 Mbarek ben Lahsèn ben Mahjoub, chef de village adjoint ;
 Mohammed ben Ali ben Brahim, conducteur de machine fixe ;
 Mohammed ben el Arbi Haj ben el Arbi, forgeron ;
 Mohammed ben Bouchta ben Jilali, caporal ;
 Rauzier Roger, magasinier ;
 Roux Henri, surveillant de carreau ;
 Thierry Louis, chef d'équipe électricien ;
 Trova Robert, chef d'équipe ;
 Vernet Marcel, employé.

6° Mazagan.

M. Ahmed ben Ali ben Saïd, chef de quart Diesel à l'Énergie électrique du Maroc.

7° Oued-Zem.

MM. Miloudi ben Omar ben Mâti, ouvrier boulanger dans la maison Henri Jamin ;
 Souchon Robert-Édouard, chef de groupe à la Société chérifienne d'énergie et antérieurement à l'Énergie électrique du Maroc.

8° Settât.

MM. Schoukroun Moïse, représentant à la Société marocaine de céréales ;
 Sebag Joseph, caissier comptable dans la maison Nessim E. Ohayon.

9° Sidi-Saïd-Mâachou.

M. Bonet Paul-Joseph, chef d'usine à l'Énergie électrique du Maroc.

III. — RÉGION DE FÈS.

Fès.

a) *Brasserie de la Renaissance* :

MM. Driss ben el Caïd ben Kaddour, chef cuisinier ;
 Ouanich Elie, garçon de restaurant.

b) *Services municipaux* :

MM. Allal ben Hammadi, caporal sapeur-pompier ;
 Amrani (El-) Mohammed ben Allal ben Brahim, agent de désinfection ;
 Arbi (El-) ben Mohammed ben Moktar, manœuvre ;
 Brik ben Kaddour, charretier ;
 Driss ben Allal, caporal sapeur-pompier ;
 Habib (El-) ben el Mehdi ben Ahmed, goudronneur ;
 Habib (El-) ben et Tahar, balayeur ;
 Mhammed ben Mohammed, caporal sapeur-pompier ;
 Mohammed ben Ahmed ben Rezouk, manœuvre ;
 Mohammed ben Mbarek, caporal sapeur-pompier ;
 Moulaye es Scddik ben Abdesselam, balayeur.

c) *Autres employeurs* :

MM. Lahsèn ben Abdesselam, garçon de café au Grand Trianon ;
 Legarçon Maximilien-Louis-Marie, rédacteur à la société anonyme « Le Courrier du Maroc » ;
 Mergui Sentob, magasinier comptable à la Société marocaine de céréales ;
 Pardini Jacques, chef d'usine à l'Énergie électrique du Maroc.

IV. — RÉGION DE MARRAKECH.

1° Aït-Ourir.

M. Flecchia Quinto, gérant d'usine aux Usines nord-africaines.

2° Marrakech.

a) *Entreprise Torrent et Estrade* :

MM. Arbi (El-) ben Lahsèn ben Mekki, chef maçon ;
 Mohammed ben Brahim ben Bihi, manœuvre.

b) *Autres employeurs* :

MM. Abdesselam ben Ahmed ben Omar, chaouch à la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc ;
 Cohen Jonas-Jean, chef caissier à la Société marseillaise de crédit industriel et commercial et de dépôts ;
 Germaux Maurice-Émile, ex-chef monteur aux Ateliers Otis-Pifre.

3° Mogador.

MM. Benchemoul Aaron-Henri, chef d'agence à la Société marocaine de céréales ;
 Mohammed ben Ahmed ben Salem, soudeur tôlier au Garage de la Plage.

4° Safi.

M. Lahsèn ben El Haj Khalifa ben Lahsèn, manœuvre spécialisé à l'Office chérifien des phosphates.

V. — RÉGION DE MEKNÈS.

Meknès.

a) *Société marocaine de céréales* :

MM. Abderrahmane ben Hanafi ben Mohammed, gardien de magasins ;
 Akrich Jacob, directeur.

b) *Autre employeur* :

M. Peyroutou Étienne-Jean-Baptiste, directeur de l'agence du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie.

VI. — RÉGION D'OUJDA.

Oujda.

a) *Énergie électrique du Maroc* :

MM. Bardin René-Louis-Augustin, inspecteur d'exploitation ;
 Meghar Arezki, graisseur.

b) *Autres employeurs* :

MM. Azoulay Salomon, chef de bureau à la Société chérifienne d'énergie ;
 Bouaziz Messaoud, comptable à la Société marocaine de céréales.

VII. — RÉGION DE RABAT.

1° Petitjean.

Société chérifienne des pétroles :

MM. Alsladt Louis, maître sondeur ;
 Mallouk ben Mohammed ben Bella, chauffeur ;
 Wirth Jean-Baptiste, ingénieur.

2° Port-Lyautey.

a) *Compagnie marocaine des carburants* :

MM. Mbarck ben Jilali, manœuvre ;
 Mohammed ben Mohammed ben Mbarek, graisseur.

b) *Société d'électricité de Port-Lyautey* :

MM. Blin Désiré, contremaître ;
 Mohammed ben El Abid ben Miloud.

c) *Autres employeurs :*

MM. Driss ben El Ayachi ben Mohammed, ouvrier poseur à la Société commerciale et minière pour l'Afrique du Nord (S.O.C.O.M.A.N.) ;
Mohammed ben Malek ben Omar, gardien à la Société Auto-Hall.

3° Rabat.

a) *Société marocaine de distribution d'eau, de gaz et d'électricité :*

MM. Ahmed ben Mbarek ben Ali, manœuvre spécialisé ;
Bo Pierre-Marcel, chef d'équipe ;
Gouzy Jean-Edmond, chef de groupe principal ;
Guerrero Dominique, chef de groupe ;
Gutiérrez Jacques, guichetier ;
Ichou ben Houssine ben Brahim, monteur ;
Serra-Cremadis Alvaro, chef monteur ;
Simonet Pierre-Frédéric, chef de groupe.

b) *Autres employeurs :*

M. Ahmed ben Abdesselam ben Haj Lahsen, garçon de restaurant au restaurant « La Palmeraie » ;
M^{me} Bacha (El-) bent Moulaye Bouih ben Moulaye el Moktar, employée de maison chez M. Crctin André ;
MM. Benaïssa ben El Arbi ben Bouchta, gardien de nuit à la Stelline (Compagnie marocaine des carburants) ;
Chouraki Marcel, directeur de la Société marocaine de céréales ;
Chriqui Prosper, caissier au Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ;
Mohammed ben Abdelmalek, magasinier aux Établissements Laforêt et C^{ie} ;
Mohammed ben Lahsen ben Mohammed, ex-garçon de magasin de la maison Robillard ;
Salem ben Messaoud er Roudani, chef chaouch au Bureau de recherches et de participations minières ;
Zafrani Robert, chef magasinier à la Société Sodex.

4° Salé.

MM. Abithol Joseph, plombier zingueur aux Établissements Simon Nedjar ;
Patricola François, chef de quart à l'Énergie électrique du Maroc.

B. — MÉDAILLE DE VERMEIL.

I. — RÉGION DE CASABLANCA.

Casablanca.

a) *Compagnie industrielle de travaux (Entreprise Schneider) :*

MM. Belkassam ben Mohammed ben Mohammed, poseur de voies ;
Thami (Et-) ben Mohammed ben Omar, manœuvre.

b) *Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie :*

MM. Ben Aïche Morice, employé ;
Ruin Aimé-Édouard, ex-directeur.

c) *Énergie électrique du Maroc :*

MM. Abdelkadër ben Mohammed ben Hamed, surveillant de machine ;
Adam Robert, contremaître principal ;
Argeliès Fernand-Gaston, contremaître principal ;
Béchet Raymond-Maurice, chef de quart ;
Laval Urbain-Félix, maître ouvrier ;
Pouzol Louis-Victor, ex-chef de quart ;
Rigaud Albert, sous-chef d'usine.

d) *Manutention marocaine :*

MM. Abdallah ben Mohammed, gardien ;
Abdelhouahed ben Ali ben Mohammed, ex-contremaître ;
Abdelmalek ben Abderrahmane, ouvrier spécialisé ;
Abderrahmane ben Cherif Mohammed, charpentier ;
Ahmed ben Miloudi Ouachrim, manœuvre ;
Ali ben Ahmed ben Mohammed, chaouch ;
Benjohar Elie, commis qualifié ;
Benjohar Maklouf, ex-pointeur ;
Biton Abraham, ex-pointeur ;
Brien Pierre-Marie, ex-sous-ingénieur ;

MM. Exposito Antoine-José, contremaître ;
Hachmi (El-) ben el Faddel, charpentier ;
Juge Émile, ex-chef caissier ;
Maman Salomon, ex-pointeur ;
Mohammed ben El Arbi ben Abbès ben Abida, conducteur de grues ;
Mohammed (Haj) ben Seddik ben Hammou, sous-chef de zone ;
Pardini Joseph, directeur ;
Piétri Vincent, ex-chef magasinier ;
Teissier Étienne-Georges, ex-chef magasinier.

e) *Société chérifienne d'engrais et de produits chimiques :*

MM. Canonge Jean-Maurice, chef de laboratoire ;
Jouot René-Marcel, contremaître.

f. *Autres employeurs :*

MM. Ahmed ben Lahsen ben Hammou, chef magasinier à la Compagnie marocaine de métaux et d'entreprise ;
Ali ben Mohammed ben Mbarek, cuisinier chez M^{me} veuve Lorentz ;
Armand Louis-Léon-Raymond, contremaître à la Socony Vacuum Oil Company ;
M^{me} Charpenel, née Barberin Blanche-Marie-Joséphine, commis principal à la Banque d'État du Maroc ;
MM. Jean Léon-Jules-Alfred, comptable dans la maison Bernard Guérin ;
Lacoste Jean-Baptiste-Léonard, fondé de pouvoir à la Société générale ;
Merlin Jean-Baptiste, chef comptable à la société anonyme « Le Pain Gautier » ;
Mohammed ben Abdallah ben Haddi, chauffeur chez M^{me} Abt-Bussot.

II. — RÉGION DE FÈS.

Fès.

a) *Services municipaux :*

MM. Amrani (El-) Mohammed ben Allal ben Brahim, agent de désinfection ;
Moulaye Es Seddik ben Abdesselam, balayeur.

b) *Autre employeur :*

M. Pardini Jacques, chef d'usine à l'Énergie électrique du Maroc.

III. — RÉGION DE MARRAKECH.

1° Marrakech.

M. Hanane Mohammed, agent de portefeuille à la Société nouvelle de la Compagnie algérienne de crédit et de banque.

2° Mogador.

M. Mohammed ben Ahmed ben Salem, soudeur-tôlier au Garage de la Plage.

IV. — RÉGION DE MEKNÈS.

Meknès.

M. Akrich Jacob, directeur de la Société marocaine de céréales.

V. — RÉGION DE RABAT.

1° Port-Lyautey.

M. Salomon Célestin-Honorat, directeur d'agence au Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie.

2° Rabat.

MM. Chriqui Prosper, caissier au Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ;
Mohammed ben Abdelmalek, magasinier aux Établissements Laforêt et C^{ie}.

3° Salé.

M. Patricola François, chef de quart à l'Énergie électrique du Maroc.

C. — RAPPEL DE LA MÉDAILLE DE VERMEIL.

RÉGION DE CASABLANCA.

Casablanca.

M. Ruin Aimé-Édouard, ex-directeur de la Société marocaine de magasins généraux (Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie).

Avis aux importateurs et aux exportateurs.

Modifications à la liste des transitaires en douane agréés.

Par décision du directeur des finances :

I. — L'agrément de transitaire en douane a été accordé aux personnes désignées ci-après :

NUMÉRO de l'agrément	NOMS ET ADRESSES	DATE de la décision
359	M. Bensalem ben Hadj Mohamed Scfrioui, 10, rue Devaux, Casablanca.	12-3-52
360	M. Bourgoïn René, rue des Orangers, immeuble Timsit, à Ain-es-Sebaâ, Casablanca.	12-3-52

II. — Les transferts d'agrément ci-dessous ont été prononcés :

	ANCIEN BÉNÉFICIAIRE	NOUVEAU BÉNÉFICIAIRE	
62	Société commerciale de transports transatlantiques (S.C.T.T.), société anonyme française, Casablanca.	Société commerciale de transports transatlantiques (S.C.T.T.), société anonyme chérifienne, 11, rue Berthelot, à Casablanca. Personne physique habilitée : M. Rivoalan François, directeur général.	12-3-52
66	M. Obadia Simon (Transit maritime marocain).	Transit maritime marocain (S.A.R.L.), 35, rue Sidi-Bou-Smara, Casablanca. Gérant habilité : M. Olliel Albert.	12-3-52
148	Transports internationaux, Louis Argence (S.A.R.L.).	Transports internationaux, Argence et Peschaud (S.A.R.L.), 42, rue La Pérouse, Casablanca. Gérant habilité : M. Louis Argence.	12-3-52
317	Établissements B. Aillet et C ^o (S.A.).	Vairon et C ^o -Maroc (S.A.), place de l'Amiral-Sénès, à Casablanca. Administrateur habilité : M. Aillet Barthélemy.	12-3-52
339	M. Denzler Henri.	Transports Henry Denzler et C ^o (S.A.R.L.), 42, rue de Ménilmontant, Casablanca. Gérant habilité : M. Henri Denzler.	12-3-52

III. — Ont été habilitées à effectuer les opérations en douane pour le compte de sociétés titulaires des agréments suivants, les personnes physiques ci-après désignées, à l'exclusion de toutes autres :

	SOCIÉTÉS TITULAIRES DE L'AGREMENT	PERSONNES PHYSIQUES HABILITÉES	
78	Express - transit, Express - bagages (S.A.R.L.), Casablanca.	M. Weiss Robert et M ^{me} Gonzalez Carmen, née Rives, cogérants.	12-3-52
278	Anciens Établissements Cosso-Gentil (S.A.R.L.), Rabat.	M. Charpentier Robert, gérant.	12-3-52

Avis aux importateurs.

Un contingent global de 425 millions de francs français est ouvert, au titre de l'année 1952, pour l'importation d'emballages en bois en provenance des pays de l'U.E.P.

Sur ce contingent 285 millions sont réservés pour les caisses à agrumes et 140 millions pour les caisses à conserves.

A l'intérieur de chaque catégorie, 45 % du crédit sont réservés aux négociants-importateurs et 55 % aux utilisateurs.

Les commerçants exportateurs d'agrumes et les producteurs d'agrumes bénéficient chacun de la moitié du quota des utilisateurs de caisses à agrumes.

Les demandes d'autorisation d'importation, établies dans les conditions habituelles, devront être déposées à la division des eaux et forêts à Rabat, avant le 26 avril, à midi.

Elles devront être accompagnées sous peine de rejet :

1° D'une facture *pro forma*, établie en double exemplaire par le fournisseur, indiquant le prix unitaire F.O.B. port d'embarquement ainsi que les caractéristiques du produit offert ;

2° D'une formule d'engagement ;

3° De la justification de la qualité de négociant-importateur ou d'utilisateur.

Le crédit restant éventuellement disponible après le 26 avril, sera attribué jusqu'à son épuisement au fur et à mesure de la réception des demandes.

Accord commercial franco-portugais du 18 février 1952.

Un accord commercial entre la France et le Portugal a été signé à Lisbonne, le 18 février 1952.

Il est valable du 1^{er} mars 1952 au 28 février 1953.

Exportations de produits de la zone franc vers le Portugal.

Parmi les produits figurant aux listes A et C de l'accord, les rubriques suivantes semblent plus particulièrement intéresser les exportateurs du Maroc :

PRODUITS	CONTINGENTS en tonnes ou en francs pour l'ensemble de la zone franc.
Cuirs et peaux tannés de toute nature (y compris peaux de chamois)	40.000.000
Placages	4.000.000
Pommes de terre	Selon commandes..
Huile d'olive	1.000 T.
Biscuits	6.000.000
Confiserie et produits en chocolat	6.000.000
Contreplaqués	10.000.000
Maroquinerie	6.000.000
Anthracite d'A.F.N.	10.000 T.
Phosphates naturels	220.000 T.

Importations au Maroc de produits portugais.

Les crédits suivants ont été accordés au Maroc par imputation sur les listes B, B1 et D de l'accord :

PRODUITS	CONTINGENTS du Maroc en tonnes ou en escudos	SERVICES responsables
Café	275 T.	C.M.M./Alim.
Graines de coton (avec possi- bilité d'augmentation)	2.000 T.	C.M.M./Indus.
Tabacs	50 T.	Régie des tabacs.
Ciment moulu et non moulu.	70.000 T.	D.P.I.M.
Poteaux télégraphiques	1.000.000 esc.	E.F.
Bois de caisserie	3.000.000 esc.	id.
Caisses d'emballage	14.000.000 esc.	id.
Fils et câbles en sisal	125 T.	C.M.M./Indus.
Tissus de coton écrus, blan- chis ou teints	600 T.	C.M.M./A.G.
Tissus de coton imprimés	50 T.	id.
Gaze	20 T.	Santé.
Carreaux de faïence	500.000 esc.	C.M.M./A.G.
Limes	350.000 esc.	id.
Réchauds à pétrole et lampes tempête	500.000 esc.	id.
Bois de mine	8.500 T.	E.F.
Porto	4.800.000 esc.	Vins et alcools.
Pyrites	10.000 T.	D.P.I.M.
Divers (sans liste d'exclusion).	5.500.000 esc.	C.M.M./A.G.

Nota. — Les opérations de compensation privée entre la France et le Portugal ne seront pas admises.

Avis n° 538 de l'Office marocain des changes
relatif à l'utilisation des devises mises à la disposition des voyageurs.

Sont interdites et constituent des infractions à la réglementation des changes passibles des pénalités prévues par les textes en vigueur, la vente contre francs, à l'étranger, des devises allouées pour frais de voyage et de séjour à l'étranger et, d'une façon générale, l'utilisation de ces devises à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été délivrées.

Importations de certaines marchandises en provenance de l'U.E.P.

Des contingents globaux sont accordés au Maroc pour l'importation au cours de l'année 1952 des marchandises suivantes en provenance des pays de l'Union européenne des paiements.

Liste des contingents globaux accordés au Maroc.

PRODUITS	CONTINGENT global accordé au Maroc en tonnes, mètres cubes ou francs.	SERVICES responsables
1° <i>Beurre</i>	3.800 T.	C.M.M./B.A.
2° <i>Fromage</i>	2.500 T.	id.
3° <i>Tous laits de conserve</i>	5.200 T.	id.
4° <i>Pommes de terre de consom- mation</i>	10.000 T.	id.
5° <i>Poivre et épices</i>	190 T.	id.
6° <i>Textiles</i> :		
Tissus de coton de toutes sor- tes (sauf tissus bouclés)...	(1) 3.000 T.	C.M.M./A.G.
Tissus fibres artificielles	(2) 350 T.	id.
Filets de coton	(3) 80 T.	C.M.M./Indus.
7° <i>Papier</i> :		
Pâtes à papier	6.000 T.	C.M.M./A.G.
Vieux papiers	4.000 T.	id.
Papiers kraft	4.400 T.	id.
Autres papiers et cartons (nou compris papiers journal) ..	3.900 T.	id.
8° <i>Corps gras</i> :		
Huile de consommation (ara- chides, tournesol, coton, soja, sésame, etc.)	5.000 T.	C.M.M./Indus.
Huiles hydrogénées de pois- son, de baleine	1.000 T.	id.
Huiles à savonnerie, coprah, palmiste, karité, palme, acide gras	3.500 T.	id.
9° <i>Bois</i> :		
Bois de conifères pour mi- nes	25.000 T.	E. et F.
Poteaux conifères écorcés d'une longueur de 6 m. 5 exc. à 15 m. 5 inc., ayant des circonférences au gros bout de 45 cm. exc. à 90 cm. inc.	50.000.000	id.
Bois de sapin blanc sciés....	25.000 T.	id.
Bois de sapin rouge sciés....	30.000 m ³	id.
	15.000 T.	id.
Panneaux, planches de bois, agglomérés, plaques bois ou similaires désfibrés	5.000 T.	id.
Emballages en bois	425.000.000	id.
10° <i>Quincaillerie de ménage et autres</i>	(4) 250.000.000	C.M.M./A.G.

(1) Contingent valable exceptionnellement du 1^{er} février au 1^{er} décembre 1952. (Ce contingent est réservé à l'achat des produits figurant sous les numéros suivants de la nomenclature statistique douanière marocaine : 12-47-11 à 12-47-80, 12-63-61, 12-93-50, 12-93-60.)

(2) Contingent valable exceptionnellement du 1^{er} février au 1^{er} décembre 1952.

(3) Contingent réservé à certaines catégories de filés.

(4) Ce contingent est réservé à l'achat de produits figurant sous les numéros suivants de la nomenclature statistique douanière marocaine : 18-16-10 au 18-16-70, 18-17-11, 18-17-13 au 18-17-15, 18-17-20 au 18-17-50, 18-18-10 au 18-18-50, 18-20-11 au 18-26-80, 18-28-10 au 18-28-70, 18-28-90, 18-29-10 au 18-29-40.

PRODUITS	CONTINGENT global accordé au Maroc en tonnes, mètres cubes ou francs.	SERVICES responsables
11° Carreaux de revêtement et de pavement	150.000.000	C.M.M./A.G.
12° Produits chimiques et pharmaceutiques :		
Oxyde de zinc.....	310 T.	D.P.I.M.
Sulfure de sodium	1.500 T.	id.
Produits chimiques et pharmaceutiques divers	450.000.000	id.
13° Industries parachimiques :		
Lithopone	950 T.	id.
Colorants	170.000.000	id.
Peintures, couleurs, vernis..	75.000.000	id.
Poudres, explosifs	80.000.000	id.
Amorces	120.000.000	id.
Colles diverses	30 T.	id.
14° Caoutchouc naturel et crêpe.	300 T.	id.
15° Pneumatiques, courroies en caoutchouc, caoutchouc sanitaire	1.410.000.000	C.M.M./A.G.

Nota : 1° Les contingents globaux mentionnés ci-dessus sont valables pour la période s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1952. Les licences délivrées depuis le 1^{er} janvier s'imputent sur ces contingents globaux qui se substituent aux contingents inscrits dans les accords commerciaux conclus avec chacun des pays faisant partie de l'U.E.P. Pour les textiles, les contingents prévus sont valables exceptionnellement pour la période du 1^{er} février au 1^{er} décembre 1952 ; les licences délivrées en janvier ne sont donc pas imputables sur ces contingents ;

2° Les contingents seront mis en répartition suivant les modalités fixées par les services techniques responsables.

Nouvelles restrictions britanniques aux importations.

Parmi les produits et articles visés par les mesures en référence, figurent les suivants qui intéressent plus particulièrement l'Afrique

du Nord et qui ont cessé de bénéficier du régime de l'*Open General Licence* à partir du 12 mars 1952 :

Cornichons au vinaigre ou eau d'Aneth ;
Légumes conservés dans le vinaigre ;
Graines de fleurs ;
Marbré brut ou grossièrement scié, etc. ;
Filés de laine, y compris les filés mélangés d'autres matières, etc. ;
Sacs à provision en fibres végétales (couffins) ;
Lièges bruts et granulés ;
Copcaux de liège et déchets ;
Articles manufacturés en liège ;
Oignons à fleurs, rhizomes et tubercules ;
Articles en raphia.

Le nouveau régime applicable à ces produits et articles ne sera connu que fin avril, mais entre temps les dispositions suivantes seront appliquées :

1° Les produits et articles pour lesquels il pourra être prouvé aux douanes britanniques qu'ils étaient « en route » avant le 12 mars 1952 seront admis sans licence. Une licence sera nécessaire dans tous les autres cas, que les marchandises aient été payées, qu'elles aient donné lieu à l'ouverture de crédits irrévocables ou que le fret ait été réservé pour elles ;

2° Le nouveau régime applicable à ces produits et articles ne sera pas annoncé avant la fin d'avril. Aucune licence ne sera délivrée avant cette date sauf dans les cas suivants :

- a) Pour l'exécution de contrats passés avant le 11 mars 1952 ;
 - b) Pour des motifs très exceptionnels, tels que raisons saisonnières urgentes (« urgent seasonal reasons ») ou besoins vitaux (« vital needs ») ;
- 3° Les dispositions suivantes ont été prises pour le respect des contrats :

- a) Contrats ayant donné lieu à ouverture de crédits confirmés ou irrévocables.

Les importateurs devront soumettre leurs demandes de licence en fournissant les indications suivantes :

- Numéro de la « Form E.2. » ;
- Date d'ouverture du crédit ;
- Période de validité du crédit ;
- Marchandises couvertes ;
- Nom et adresse du bénéficiaire étranger ;
- Montant du crédit original ;
- Solde du crédit au 11 mars 1952 ;

- b) Autres contrats.

Dans tous les autres cas, la preuve de l'existence du contrat devra être fournie.

Pour vos BATIMENTS...
vos VOITURES et CAMIONS...
votre MATÉRIEL AGRICOLE...

“ MATTEFEU ”
L'Extincteur qui tue le feu

G. GODEFIN, constructeur
Boulevard Gouraud — RABAT Téléphone 32-41 et 62-45

Tout le matériel contre l'incendie : Moto-Pompes, Tuyaux, Robinetterie, Équipement S.P.